

AU-DELÀ DES LIGNES DE FRONT

La construction du système démocratique de la Syrie du Nord et de l'Est

RIC | ROJAVA INFORMATION CENTER



SOMMAIRE

Glossaire des abréviations et traductions

Introduction
- Méthodologie et cadre du rapport
  - Auteur·e·s
  - Objectifs
  - Méthodologie et portée

Un aperçu historique du nord et de l'est de la Syrie
- *Chronologie*
- Racines historiques, politiques et culturelles du système politique
  - Histoire kurde
  - *Démographie du nord et de l'est de la Syrie*
  - Principes politiques
    - Diversité multiethnique et religieuse
    - Libération des femmes
    - Écologie
    - Démocratie
  - Culture Politique

L'organisation politique de la Syrie du Nord et de l'Est
- *Schéma du système confédéral de la Syrie du Nord et de l'Est*

L'Administration autonome de la Syrie du Nord et de l'Est
- *L'Administration autonome*
- Objectifs et structures de base
  - Les communes – pierres angulaires du confédéralisme démocratique
    - *Étude de cas : Jarudi, une commune villageoise*
  - Les conseils
    - *Étude de cas : l'Administration autonome du District de Derik*
  - Conseil et système communal: Défis et évaluations.
  - Les régions
    - *Étude de cas : l'Administration autonome de la région de Manbij*
  - Les institutions au niveau interrégional





Le Conseil démocratique syrien: une proposition pour une Syrie démocratique

Le Conseil démocratique syrien

Vision et objectif

Comment le CDS est organisé

La Conférence générale

Le Conseil politique

Le Conseil exécutif

Rôles et responsabilités

Le rôle diplomatique du CDS

TEV-DEM: Société civile, syndicats et contre-pouvoir

Histoire et changement de rôle

Le travail du TEV-DEM

Un système ascendant

Étude de cas : Le TEV-DEM de la ville de Hasakah

Les femmes au sein du système politique de la Syrie du Nord et de l'Est

Les femmes en Syrie du Nord et de l'Est : enjeux principaux

Loi des femmes

Les institutions des femmes

Kongreya Star, le congrès des femmes

Coopératives, organisations et éducation

Maison des femmes (Mala Jin)

Le Bureau des femmes du Conseil démocratique syrien

Le Conseil des femmes Syriennes

L'organisation des femmes au sein de l'Administration autonome

Attaques contre les femmes dans le contexte de l'invasion turque

Les femmes dans les forces de défense

Forces militaires et d'autodéfense en Syrie du Nord et de l'Est

L'impact de l'invasion turque sur le système confédéral

Conclusion

Bibliographie





GLOSSAIRE DES ABRÉVIATIONS ET TRADUCTIONS

Termes clés relatifs au système politique

Municipalité – Şaredarî
Conseil / Assemblée – Meclîs
Auto-défense – Xwe parastin
Education – Perwerde
Résolution des conflits et recherche d'un consensus – Lihevkirin
Nation démocratique – Netewa Demokratîk
Bureau – Nivîsgeh
Commission – Destê
Comité – Komîtê
Contrat Social – Peymana Civakî

L'Administration autonome de la Syrie du Nord et de l'Est – Rêveberiya Xweser a Bakur û Rojhilatê Sûriyeyê

Commune – Komîn
Quartier – Tax
Sous-district – Bajarok
District – Navçe
Canton – Kanton
Région – Hêrem
Conseil général – Meclîsa giştî
Conseil exécutif – Meclîsa cîbicîkar
Conseil de la justice – Meclîsa edalet, Meclîsa dadê

Conseil démocratique syrien (CDS) – Meclîsa Sûriya Demokratîk (MSD)

Conseil exécutif – Meclîsa cîbicîkar
Conseil politique – Meclîsa siyasî
Conférence générale – Konferansa giştî

TEV-DEM (Tevgera Civaka Demokratîk) – Mouvement pour une société démocratique

Mouvement des femmes – Tevgera Jin

Union des étoiles (Ishtar) – Yêkitiya Star
Congrès des étoiles (Ishtar) – Kongreya Star
Économie des femmes – Aboriya Jin
Maison des femmes – Mala Jin





Partis politiques

Conseil national kurde en Syrie – ENKS (Encûmena Niştimanî ya Kurdî li Sûriyê)
Parti de l'union démocratique – PYD (Partiya Yekîtiya Demokratîk)
Parti de la Syrie de l'avenir – Partiya Sûriyêya Pêşerojê

Militaire et autodéfense

Forces démocratiques syriennes (FDS) – Hezên Sûriya Demokratîk (QSD)
Unités de défense du peuple – Yekîneyên Parastina Gel (YPG)
Unités de défense des femmes – Yekîneyên Parastina Jin (YPJ)
Forces de défense civile – Hêzên Parastina Civakî (HPC)
Forces de défense civile – Femmes – Hêzên Parastina Civakî – Jin (HPC Jin)
Conseils militaires – Meclîsên Leşkerî
Forces de sécurité intérieure – Asayîş
Devoir d'autodéfense – Erka Xwe Parastin
État islamique d'Irak et de Syrie (EI) – Daîş

> Des documents et déclarations importants des institutions du système confédéral sont disponibles (en anglais) sur le site web du RIC à https://rojavainformationcenter.com/background/political-system-documents. Il y a aussi une section « Further readings » avec des rapports, des documentaires et des livres qui fournissent des informations générales et actuelles sur le développement et la réalité du système politique confédéral de la Syrie du Nord et de l'Est (en anglais) : https://rojavainformationcenter.com/background/useful-resources/





INTRODUCTION

L'invasion du territoire syrien par la Turquie, le 9 octobre 2019, a entamé un nouveau chapitre de la Guerre Civile syrienne et ouvert de nouvelles arènes aux jeux politiques des pouvoirs régionaux et internationaux. Au moment où les Forces armées turques (TAF) et leurs milices franchissaient la frontière, soutenues par des frappes aériennes et d'artillerie, il est devenu plus urgent de répondre à la question : « Qu'est-ce qui est en jeu dans le nord et l'est de la Syrie ? » L'attention des médias internationaux dirigée vers le nord et l'est de la Syrie a mis en lumière la « trahison » des États-Unis envers les Forces démocratiques syriennes (FDS) et le coût civil catastrophique de l'invasion. Pourtant, pour bien comprendre l'assaut de la Turquie sur la Syrie du Nord et de l'Est, il est nécessaire de comprendre le caractère social et politique unique du système que les Forces démocratiques syriennes se battent pour protéger.

Les institutions civiles qui composent ce système social et politique – avec lequel les FDS sont alignées – cherchent à offrir une nouvelle orientation politique au Moyen-Orient en présentant un modèle d'organisation qui se décrit comme révolutionnaire. Le projet politique s'organise à travers le système d '« autonomie démocratique confédéraliste », issu initialement du Mouvement pour les droits kurdes au sein des régions à majorité kurde du Nord de la Syrie – généralement appelé le Rojava. Cependant, il s'est depuis élargi pour inclure les régions à majorité arabe, ces zones ayant été libérées de l'État islamique par les FDS. Ce projet politique a jeté les bases d'une société démocratique multi-ethnique basée sur l'égalité de genre, la régénération écologique et un pouvoir décentralisé et local. Des milliers de militant·e·s, chercheurs, chercheuses et professionnel·le·s internationales et Syrien·ne·s sont venu·e·s dans la région pour soutenir et rejoindre le travail des institutions locales. Alors qu'elle en est encore à ses débuts et reste ouverte à des critiques valables – en ce qui concerne un certain nombre d'incohérences et de lacunes – la « révolution du Rojava » a fait un bout de chemin et démontré la viabilité de ses structures.

« Les secteurs de l'Auto-Administration Démocratique n'acceptent pas l'idée d'un état centralisé, nationaliste, militaire et théocratique. »

Bureau des Affaires Extérieures de l'Auto-Administration Démocratique, 2014

Ce rapport décrit les structures politiques et sociales de la Syrie du Nord et de l'Est, et le contexte social et historique qui les façonnent. Nous expliquons l'évolution des institutions depuis le développement de l'autonomie en 2012 ainsi que l'expansion et l'adaptation de ces institutions suite à la libération de régions auparavant sous contrôle de l'État islamique, de 2016 à 2019. Bien que nous mettions en évidence les écarts entre la théorie et la pratique, l'objectif de ce rapport n'est pas d'évaluer si le projet politique en Syrie du Nord et de l'Est a été un « succès », mais de décrire la situation telle qu'elle se présente et ce qu'elle tend à devenir.

Quelques parallèles peuvent être établis avec le système des caracoles des zapatistes au Chiapas (Mexique) et des projets à plus petite échelle comme le projet confédéraliste municipal FEJUVE à El Alto, en Bolivie. Cependant, à bien des égards, le système de la Syrie du Nord et de l'Est s'aventure dans un territoire politique inexploré. Ayant déjà survécu plus longtemps et réalisé plus que ce que beaucoup d'observateurs attendaient, sa trajectoire future ne peut être anticipée. Par conséquent, une analyse du système politique doit nécessairement s'aventurer sur le terrain de l'idéologie et de l'histoire afin de rendre la compréhension du système plus accessible à ceux et celles qui s'y intéressent.



L'invasion turque a menacé la survie du projet, en particulier dans les régions occupées de Tel Abyad (Giré Spi), Seré Kaniyé (Ras Al-Ain) et la campagne environnante, ainsi que dans la région d'Afrin, qui a est occupée par la Turquie et ses mercenaires depuis 2018.

Cependant, malgré une couverture médiatique acharnée cherchant à prouver le contraire, les institutions politiques et sociales restent intactes, fonctionnelles et autonomes dans tout le reste du nord et de l'est de la Syrie. Les interviewé·e·s locales ont souligné leur volonté de poursuivre le travail de construction du système politique même s'ils et elles continuent de se défendre des attaques turques. Au moment de la publication – deux mois après le début de l'invasion – il y a des signes que, bien que secouées et poussées à bout, les institutions locales et les gens continueront à développer le projet politique qui a pris racine dans le nord et l'est de la Syrie.

« Le fédéralisme démocratique du Nord de la Syrie est basé sur le principe de rendre propriétés publiques les terres, l'eau et les ressources ; il adopte l'économie écologique et l'économie sociale ; il ne permet pas l'exploitation, le monopole et l'objectivation des femmes ; il doit offrir la santé et une assurance sociale à tou·te·s. »

Article 11, Contrat Social de la Fédération Démocratique du Nord de la Syrie, 2016

Méthodologie et cadre du rapport

Auteur·e·s

Le Centre d'information du Rojava (RIC) est une organisation médiatique indépendante basée en Syrie du Nord et de l'Est. Le RIC est composé de volontaires locaux ainsi que de bénévoles de nombreux pays d'Europe et d'Amérique du Nord. Certain·e·s d'entre nous ont de l'expérience dans le journalisme et l'activisme médiatique et sont venu·e·s ici pour partager leurs compétences. D'autres ont rejoint le projet afin d'apporter d'autres compétences et expériences à l'équipe. Il y a un manque de reportages clairs et objectifs sur le Rojava, et il est souvent impossible pour les journalistes à l'étranger de prendre contact avec des civils et des personnes sur le terrain. Nous avons mis en place le RIC pour combler cette lacune, dans le but de fournir aux journalistes, aux chercheurs, chercheuses et au grand public des informations précises, fiables et transparentes. Nous travaillons en partenariat avec des institutions civiles et politiques, des journalistes et des activistes des médias de la région pour les mettre en relation avec les personnes et les informations dont ils et elles ont besoin.

Objectifs

Le RIC était en train de mener des recherches à long terme sur le système politique de la Syrie du Nord et de l'Est lorsque l'invasion turque a commencé. Alors que le RIC a initialement suspendu la rédaction de ce rapport afin de couvrir la situation sécuritaire et humanitaire, il est vite devenu clair que le système politique qui sous-tend les forces militaires des FDS (y compris ses composantes YPG et YPJ) n'était pas bien compris par celles et ceux qui écrivent ou prennent des décisions politiques sur le conflit et son impact humanitaire. Plutôt que d'être présentées comme la force militaire d'une administration civile, les FDS ont été décrites comme la force dirigeante du territoire – ce qui n'est le cas ni dans la théorie ni dans la pratique. En outre, de nombreuses informations sur l'administration civile sont soit obsolètes, superficielles ou inexactes. En conséquence, le RIC a décidé de finaliser ce



rapport, car nous pensons qu'il est important que le système de gouvernance démocratique de la Syrie du Nord et de l'Est soit enfin rendu compréhensible pour un public externe.

Méthodologie et portée

Le rapport est basé sur plus de 50 entretiens avec des personnes impliquées dans l'organisation politique. L'essentiel de ces entretiens ont été réalisés avec des représentant·e·s des structures politiques, de la société civile, des organisations et des membres des institutions de défense civile. Le rapport s'appuie également sur l'observation de réunions des communes et des conseils, ainsi que les documents décrivant les objectifs et les activités des institutions politiques, administratives et des institutions de la société civile. Plus largement, tou·te·s les membres du RIC vivent et travaillent dans le nord et l'est de la Syrie, certain·e·s depuis plusieurs mois ou années, certain·e·s pour toute leur vie. Ainsi, le rapport s'appuie sur une série d'expériences de première main et d'innombrables conversations avec des gens qui vivent au jour le jour ce système de gouvernance en évolution. Des incohérences et erreurs inévitablement en résultent, même si nous avons essayé d'éclairer les zones d'ombre et d'apporter des précisions.

Un aspect de la recherche qui reste incomplet est l'enquête sur la façon dont le système politique est appliqué dans les régions les plus récemment libérées de l'État islamique : Manbij, Tabqa, Raqqa et Deir-ez-Zor. La vision initiale de ce rapport comprenait un examen approfondi de l'ampleur avec laquelle les régions à majorité arabe acceptent et participent au système politique, ainsi que des observations sur la manière dont celui-ci a été adapté au contexte spécifique de chaque région. Le RIC a pu mener plusieurs entretiens avec des représentant·e·s politiques et de la société civile à Manbij et à Raqqa, mais les recherches à Tabqa et Deir-ez-Zor ont été impossibles en raison de la guerre et de l'impact de la détérioration de la situation sécuritaire sur nos voyages et recherches. Le RIC souhaitait également mener davantage d'entretiens avec les partis politiques qui ne participent pas au Conseil démocratique syrien et analyser leurs critiques au système confédéral. Encore une fois, l'impact de la guerre et le manque de réponse des interviewé·e·s potentiel·le·s ont rendu ce processus impossible, mais nous espérons qu'il fera l'objet de recherches futures. Néanmoins, sur la base à la fois des entretiens et de nos propres observations, nous dégageons quelques-unes des principales critiques au système décrit ici – en particulier dans les deux sections marquées « Défis et Évaluations », mais aussi le cas échéant tout au long du rapport.

Ce rapport aurait pu être beaucoup plus long. Par exemple, il est difficile de décrire le corps législatif sans parler également du travail de réconciliation communautaire mené par la société civile. C'est aussi un défi de résoudre les problèmes de démocratie et d'*empowerment* sans parler également de « l'économie démocratique » qui se développe à travers la création de coopératives. Un des aspects uniques du système politique de la Syrie du Nord et de l'Est est la façon dont il cherche à englober et à inclure la société civile et les divers groupes ethniques et religieux. Mais il est impossible de parcourir pleinement l'éventail d'organisations, d'associations et d'initiatives représentant les divers peuples de la région dans les limites de ce rapport. Nous décrivons ici les principales institutions et pratiques du système démocratique de la Syrie du Nord et de l'Est. Des recherches plus approfondies sur la justice et la réconciliation, l'économie et l'écologie, les groupes ethniques et religieux, la société civile et de nombreux autres sujets feront l'objet de rapports futurs si cela devient possible en matière de sécurité.





1 **Depuis les années 1960**

Pas d'autonomie pour la région kurde au nord-est de la Syrie, la langue kurde est interdite.
1962 : Le recensement du gvt syrien laisse 300,000 Kurdes sans citoyenneté.
Années 1970 : Le régime Ba'as installe des populations arabes dans les zones traditionnellement kurdes afin de créer une "ceinture arabe".
Les gens s'organisent clandestinement, tiennent des réunions secrètes et des célébrations du Newroz.
Le PYD est créé en **2003** comme une force de mobilisation pour les premiers développements de l'autonomie.
Depuis 2004, les femmes s'organisent secrètement au sein du Yêkitiya Star.

2 **2011-2012 : la révolution en cours**

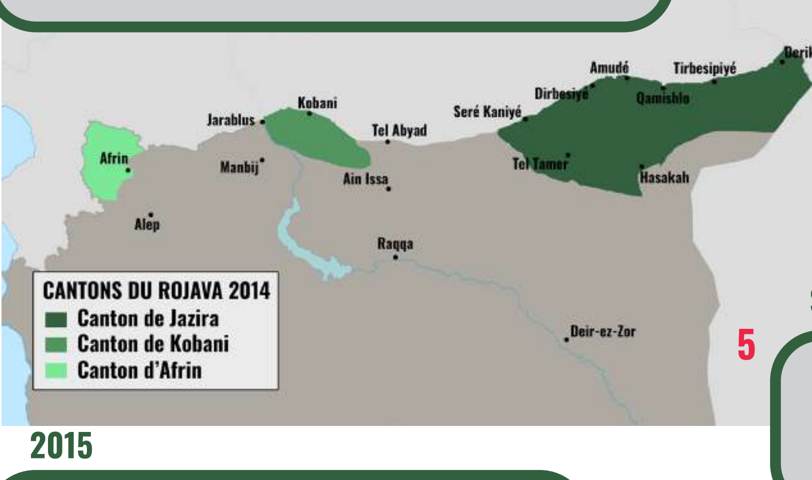
Après des mois de protestation contre le régime Ba'as, la population de Kobani **(19 juillet 2012)**, puis les régions d'Afrin **(20 juillet 2012)** et de Jazira expulsent l'armée et l'administration syriennes de leurs territoires. Elle commence à s'organiser par le biais des communes, des conseils et des coopératives.
Janvier 2011 : le TEV-DEM (Mouvement pour une Société Démocratique) est créé afin de construire et coordonner le système autonome.
Juillet 2011 : création des YPG (Unités de Défense du Peuple).

3 **2013**

Avril : Création des YPJ (Unités de Défense des Femmes)
Juillet : Libération de Seré Kaniyé (Ras Al-Ain) du Front Al-Nusra par les YPG et YPJ.

4 **Janvier 2014**

Déclaration d'indépendance, sous le nom de Rojava, des trois cantons d'Afrin, Kobani et Jazira, organisés à travers le TEV-DEM.
Les cantons sont géographiquement non contigus en raison de la présence de forces rebelles et djihadistes entre eux.



5 **Septembre 2014 – Janvier 2015**

Les forces de l'Etat islamique attaquent la ville de Kobani et après des mois de combat les YPG, YPJ et leurs allié·e·s repoussent avec succès les attaques lors d'une victoire qui leur attire un soutien international.

6 **2015**

10 Octobre : Création des Forces Démocratiques Syriennes (FDS).
9 Décembre : Création du Conseil Démocratique Syrien (CDS).

7 **Mars 2016**

Proclamation de la Fédération Démocratique du Rojava - Nord de la Syrie et début du processus de rédaction de la constitution.

8 **Août 2016**

Libération de Manbij de l'Etat islamiques par les FDS. Création des communes et conseils administratifs dans la région de Manbij.

9 **Décembre 2016**

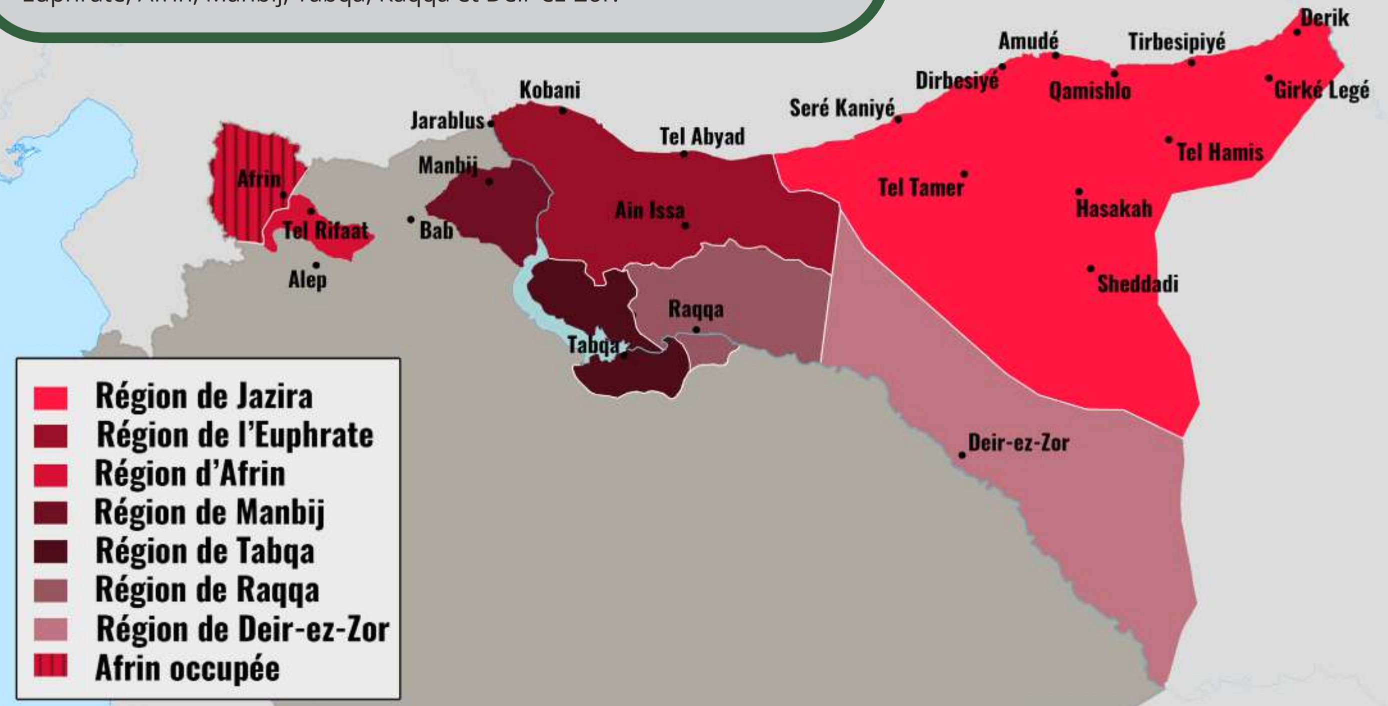
La Constitution est officiellement adoptée sous le nom de Fédération Démocratique du nord-est de la Syrie, abandonnant le terme " Rojava " pour inclure davantage les zones à majorité arabe, en particulier Manbij.

10 **2017**

Les FDS libèrent Tabqa **(Mai)** et Raqqa **(Octobre)** de l'Etat islamique. Les conseils civils sont établis.

11 **2018**

Janvier : Invasion d'Afrin par l'armée turque et ses forces auxiliaires. Plus de 300 000 personnes sont déplacées, dont une majorité de Kurdes.
Mars : Les FDS se retirent d'Afrin. Les milices soutenues par la Turquie imposent la charia, kidnappent, torturent et exécutent des civil·e·s, et commettent des violations des droits humains et des crimes de guerre.
Septembre : Création de l'Administration Autonome de la Syrie du Nord et de l'Est, qui prend la responsabilité des sept régions de Jazira, Euphrate, Afrin, Manbij, Tabqa, Raqqa et Deir-ez-Zor.



12 **2019**

Mars : Victoire militaire sur le califat de l'Etat islamique à Deir-ez-Zor sous la direction des FDS.
Octobre : Attaque et invasion turque des villes de Seré Kaniyé (Ras Al-Ain) et Tel Abyad (Gire Spi) dans le nord et l'est de la Syrie après que les Etats-Unis aient décidé de retirer leurs troupes de Syrie.
Plus de 200 000 civil·e·s déplacé·e·s jusqu'à présent ; plus de 230 civil·e·s tué·e·s ; plus de 1 000 km² de terres occupées ; installation de mercennaires de la Turquie et leurs familles dans la zone occupée, dans le cadre d'une stratégie d'ingénierie démographique.



RACINES HISTORIQUES, POLITIQUES ET CULTURELLES DU SYSTÈME POLITIQUE

Histoire kurde

Les Kurdes sont un groupe ethnique de 35 à 50 millions de personnes réparties entre leur pays traditionnel du Kurdistan et une communauté de diaspora à travers le monde. Le Kurdistan – qui signifie littéralement « le lieu des Kurdes » en kurde – a longtemps été divisé entre quatre États-nations : Turquie, Irak, Iran et Syrie. Les Kurdes sont le plus grand groupe ethnique dans le monde qui ne dispose pas de son propre État-nation.

En Syrie, avant le déclenchement de la guerre civile syrienne, ils et elles formaient la plus grande minorité ethnique du pays, comptant environ 2 millions de personnes concentrées dans le nord du pays. Tout au long des années 1960 et 1970, les politiques d'arabisation du gouvernement syrien – réinstallation des civils arabes pour établir une « ceinture arabe » là où vivait la population kurde – ont forcé de nombreux et nombreuses Kurdes à quitter leur pays riche en pétrole, et ont dépouillé des centaines de milliers de Kurdes de nationalité, les rendant apatrides.

Les minorités kurdes sont également confrontées à une discrimination et une oppression persistantes dans d'autres pays. En Turquie, la population kurde a été confrontée au racisme institutionnalisé, à la marginalisation économique et politique, et à l'interdiction de la langue kurde. Elle a également subi de multiples massacres et attaques : le massacre de plus de 10 000 personnes à Dersim en 1938, l'incendie de 4 000 villages dans les années 1990, le massacre de Roboski lors d'une frappe aérienne de 2011 qui a tué 34 civils et la destruction de quartiers et le meurtre de civils à Diyarbakir (Amed), Nusaybin, Silopi et Jazira Botan en 2015-2016. À la suite d'une intensification de la mobilisation politique et des mouvements sociaux au cours des dernières décennies, notamment l'insurrection armée du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), des milliers de Kurdes – parmi lesquels des député·e·s et maires élu·e·s – ont été arrêté·e·s et des milliers restent prisonnièr·e·s politiques dans les geôles turques.

En Iran, les Kurdes sont victimes de discrimination et se voient refuser leurs droits sociaux, politiques et culturels. Les expressions religieuses et culturelles kurdes sont confrontées à la répression politique, certains noms kurdes étant déclarés illégaux. Des militant·e·s kurdes font face à des arrestations et détentions arbitraires, et des centaines ont été condamné·e·s à mort.

L'Irak a également une longue histoire d'oppression de la population kurde, y compris celle du génocide d'Anfal sous le régime de Saddam Hussein. Le génocide d'Anfal a inclus l'utilisation d'armes chimiques contre des civils et a fait entre 80 000 et 182 000 morts. En 1992, le Gouvernement Régional du Kurdistan (KRG) a été créé pour la région kurde d'Irak, qui vise à établir une région kurde semi-autonome, qui est aujourd'hui basée sur le leadership de la famille Barzani et un modèle économique néolibéral.

La répression et la violence continues à l'encontre les Kurdes ont donné lieu à une grande communauté en diaspora et à de forts sentiments de solidarité kurdes. Cela peut être ob-



servé dans les grandes mobilisations populaires contre l'invasion turque dans les communautés en diaspora en Europe. Cependant, il existe une forte division entre les deux tendances politiques du Mouvement pour les droits kurdes : la vision étatiste du Parti démocratique du Kurdistan (KDP), dirigé par Barzani, en Irak, et le modèle du confédéralisme démocratique du « mouvement de libération kurde, » qui comprend le projet politique en Syrie du Nord et de l'Est, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et le Parti démocratique des peuples (HDP) de Turquie, entre autres. De nombreuses autres tendances politiques existent au sein de la politique kurde, à la fois dans tout le Kurdistan et dans la communauté en diaspora.

Kurdes et Arabes du nord et de l'est de la Syrie se sont organisé·e·s conjointement dans le cadre du printemps arabe de 2011, mais la plupart des groupes kurdes ont finalement pris leurs distances avec le mouvement en raison du manque d'acceptation des droits des Kurdes et de l'influence croissante des groupes de fondamentalistes islamiques. Bien que la révolution du Rojava se soit développée à partir de l'organisation portée par une majorité kurde, ce n'est plus un projet exclusivement kurde. Dans chaque région, les conseils et coprésident·e·s représentent largement la communauté arabe, ainsi que les autres peuples. Le passage de l'organisation sous le nom de « Rojava » à « Syrie du Nord » et ensuite, « Syrie du Nord et de l'Est » indique également une vision qui va bien au-delà de l'identité ethnique.

Démographie du nord et de l'est de la Syrie en Janvier 2018

Le nord et l'est de la Syrie englobent un large éventail de groupes ethniques et religieux. Certaines communautés vivent dans la région depuis des millénaires, tandis que de nom-

breuses autres s'y sont installées plus récemment. Les régions à majorité kurde sont concentrées dans le nord – Afrin, Kobani, Jazira – mais il y a aussi des zones qui contiennent des populations arabes importantes. La composition ethnique peut varier d'une ville à l'autre, des minorités arméniennes et syriaques-assyriennes vivent dans plusieurs villes. Il existe de petites minorités turkmènes, yézidies, circassiennes (descendants des musulmans du Caucase), tchétchènnes et des nomades Dumi (Nawar) dont la présence varie d'une région à l'autre. Les Syriaques-Assyriens ont historiquement formé une grande minorité dans la région de Jazira, bien que beaucoup aient fui à l'étranger lorsque Daech a pris le pouvoir et commis des atrocités contre les chrétien·e·s de la région.

Les territoires originaux des trois cantons non contigus qui ont déclaré leur indépendance pour la première fois – Afrin, Kobani et Jazira – sont caractérisés par une population à majorité kurde. Le territoire élargi englobé actuellement par ces régions , ainsi que les régions récemment devenues parties prenantes de l'Administration autonome de la Syrie du Nord et de l'Est – Manbij, Tabqa, Raqqa et Deir-ez-Zor – sont en grande partie arabes. À Jazira, Kobani et Afrin, une partie de la population arabe est issue de tribus présentes depuis des siècles, tandis que d'autres s'y sont installées dans la seconde moitié du XXème siècle en raison des politiques d'ingénierie démographique du régime Assad.

La population totale du nord et de l'est de la Syrie est difficile à déterminer, bien que des estimations tournent entre 4 et 5 millions de personnes. Depuis le début de l'autonomie,du fait de la guerre, plusieurs vagues de déplacement ont eu lieu et les autorités locales n'ont pas la capacité de conduire de recensements approfondis. L'occupation turque de la région à majorité kurde d'Afrin a entraîné un changement démographique complet de cette région, avec le déplacement de plus de 300 000 personnes, principalement kurdes. La même chose se produit à la suite de la récente occupation de Tel Abyad (Giré Spi) et de Seré Kaniyé (Ras al-Ain), où la Turquie et ses mercenaires installent des combattants et leurs familles – principalement des arabes d'autres régions de la Syrie, ainsi que des Turkmènes – dans les maisons où les résident·e·s d'origine ont été obligé·e·s de fuir.

Principes politiques

La division idéologique entre les deux tendances du Mouvement pour les droits kurdes, la tendance étatiste et celle du confédéralisme démocratique, se joue au nord et à l'est de la Syrie à travers l'opposition idéologique entre deux principaux partis politiques kurdes, l'ENKS et PYD. Le système politique actuel dans son ensemble est un produit de la tendance confédéraliste démocratique, bien que le PYD n'en soit plus le moteur premier et participe au système aux côtés de toute une gamme d'autres partis politiques. Des régions telles que Derik, qui sont géographiquement plus proches du Kurdistan irakien, ont tendance à présenter une affiliation plus forte à l'ENKS. L'ENKS a refusé de s'engager officiellement dans le système politique en raison de ce conflit idéologique et affirme que l'Administration autonome a emprisonné des membres de l'ENKS pour des raisons politiques. Il y a eu plusieurs conflits internes et défections au sein de l'ENKS suite à la participation de certains de ses groupes aux conseils mis en place par la Turquie à Afrin pour légitimer son occupation.

La tendance politique confédéraliste démocratique en Syrie a été fortement façonnée par les écrits et la pensée d'Abdullah Öcalan. Cette connexion remonte à des décennies lorsque Öcalan et d'autres militant·e·s du PKK étaient basé·e·s en Syrie et au Liban – après leur exil de Turquie en 1979 –, organisant des séminaires et développant l'idéologie de leur parti. La présence des dirigeant·e·s du PKK en Syrie a eu un impact à long terme sur le dévelop-

pement politique du Mouvement pour les droits kurdes en Syrie, car pendant plusieurs années, des militant·e·s du PKK ont circulé dans les régions kurdes de Syrie et de nombreux kurdes ont pu assister à des conférences et événements à Damas et au Liban. La mobilisation politique a eu lieu en grande partie à travers des réunions et rassemblements « en personne » plutôt que par la circulation de la littérature, façonnant la culture politique moderne. Plus récemment, ces idées politiques ont circulé dans tout le Kurdistan, en particulier au Rojava, car des personnes de toutes les régions du Kurdistan sont venues rejoindre la lutte contre l'État islamique, participer au mouvement social et vivre dans la région.

L'idéologie du mouvement des droits kurdes – influencée par les écrits d'Abdullah Öcalan – a ses racines dans le marxisme et le nationalisme traditionnels, comme beaucoup de mouvements de libération anti-coloniaux de la seconde moitié du XXe siècle. Cependant, l'idéologie du Mouvement pour les droits kurdes a évolué au fil du temps en réponse à l'échec profond du socialisme étatique incarné par l'URSS. Après de nombreuses années d'analyse et de développement théorique, le « nouveau paradigme » du mouvement a été défini en 2005 à travers les écrits d'Abdullah Öcalan, qui était à l'époque – et continue de l'être – emprisonné en Turquie. Le paradigme présente une vision du socialisme qui rejette les mécanismes centralisés de l'État et propose à la place un modèle alternatif de gouvernance appelé confédéralisme démocratique. Ce modèle est destiné à fournir une contre-proposition au socialisme traditionnel basé sur l'État ainsi qu'à l'État-nation et au capitalisme. S'écartant davantage du modèle du socialisme soviétique, Öcalan a proposé que la libération des femmes soit la clé de la construction d'une société libérée, plutôt que quelque chose qui se produirait après l'instauration du socialisme.

Diversité multiethnique et religieuse

Une idée centrale du « nouveau paradigme » est l'idée que les Kurdes ne devraient pas chercher à établir leur propre État, mais devraient plutôt se battre pour un système politique qui englobe les droits culturels et politiques de tous les peuples. Cette approche vise à éviter le danger de reproduire l'oppression d'un peuple par un autre à travers le système de l'État-nation. Les valeurs et principes partagés d'une société sont considérés comme plus importants que l'appartenance ethnique des personnes qui y vivent. Plutôt que de dissoudre l'identité, la culture et la langue, cette idéologie favorise l'idée d'une « nation démocratique », qui propose que toutes les identités aient la possibilité de s'organiser et d'être représentées à tous les niveaux de la prise de décision, mais qu'aucune ne devrait avoir un statut plus élevé que les autres. Par exemple, cela est mis en pratique en Syrie du Nord et de l'Est par le biais de politiques telles que l'adoption du kurde, de l'arabe et du syriaque-araméen comme les trois langues officielles de la région, bien que l'arabe soit pratiquement parlant la langue principale de la plupart des réunions et des affaires politiques. La promotion de la diversité et de la démocratie populaire sont au cœur de l'idéologie politique du projet confédéraliste démocratique.

« Un système démocratique est l'avenir de la Syrie afin de parvenir à la stabilité. Cela doit inclure les Arabes, les Arménien·ne·s, les Turkmènes, les Kurdes... tout le monde doit vivre ensemble en fraternité. Il doit y avoir un système démocratique, non seulement pour la Syrie du Nord, mais pour toute la Syrie et l'ensemble du Moyen-Orient, afin que ces personnes puissent vivre ensemble... afin que les guerres, les conflits et les tueries qui se déroulent maintenant puissent prendre fin. »

Erifa Bekir, co-présidente de la commission des Affaires Sociales de la région d'Afrin



Libération des femmes

L'influence du mouvement de libération des femmes est un autre aspect essentiel du « nouveau paradigme ». Pendant de nombreuses années, les femmes au sein du mouvement de libération kurde ont lutté pour faire de l'égalité de genre un principe fondamental de l'idéologie du mouvement. Bien qu' Öcalan ait déclaré qu' « une société ne peut jamais être libre sans la libération des femmes », il a fallu des décennies pour que cela soit largement accepté dans tout le mouvement. Pendant ce temps, les femmes ont constitué des assemblées et des structures autonomes au sein du mouvement et sont devenues présentes dans de nombreux postes de direction. Dans le nord de la Syrie, des femmes kurdes se sont organisées sous la bannière de Yêkitiya Star pour lutter pour les droits des femmes.

Écologie

L'incarnation moderne du mouvement kurde souligne également l'importance de l'écologie et de la durabilité, établissant des parallèles entre la domination de l'homme sur la femme, de l'humain sur l'humain et de l'humain sur la nature. Afin de développer une société écologiquement durable, un système économique prônant la collectivisation des ressources naturelles et foncières est proposé. Certain·e·s ont qualifié ce système d' « écosocialiste » en raison de l'accent qu'il met sur la durabilité et la redistribution des richesses. La réflexion autour de l'écologie s'appuie sur les écrits de Murray Bookchin, qui a développé le concept d'écologie sociale.

« Le système fédéraliste démocratique consensuel garantit la participation de tou·te·s les individu·e·s et groupes, sur un pied d'égalité, à la discussion, à la décision et à la mise en œuvre des affaires. Il prend en compte les différences ethniques et religieuses selon les caractéristiques de chaque groupe sur la base des principes de coexistence mutuelle et de fraternité. Il garantit l'égalité de tous les peuples en matière de droits et de devoirs, respecte les chartes des droits humains et préserve la paix nationale et internationale. »

Article 11, Contrat Social de la Fédération Démocratique du Nord de la Syrie, 2016

Démocratie

Le confédéralisme démocratique n'est pas un concept académique, mais un système d'organisation basé sur l'idée que le pouvoir devrait être enraciné dans la société plutôt que dans l'État. La société devrait être gouvernée par une démocratie locale basée sur des unités géographiquement organisées appelées communes. Ces communes se regroupent aux niveaux supérieurs selon les besoins, tout en préservant l'autonomie et le pouvoir de décision des niveaux les plus locaux.

Grâce à la confédération via des assemblées démocratiques, le confédéralisme démocratique peut exister autant dans le cadre d'un État qu'au niveau mondial. En fait, il a déjà été proposé par des commentateurs locaux dans le cadre de la solution pour d'autres situations dans l'impasse, comme le conflit israélo-palestinien. Le projet démocratique confédéraliste de la Syrie du Nord et de l'Est ne tente pas de supplanter directement un État-nation préexistant – en l'occurrence l'État syrien – plutôt, il commence par construire du pouvoir aux côtés de l'État, œuvrant à la démocratisation et à la fédéralisation. L'objectif ultime déclaré est qu'au fur et à mesure que le pouvoir de la société grandit, l'État devienne obsolète et cesse de fonctionner à la fois en tant qu'institution et en tant que mentalité.





Dans les cultures du nord et de l'est de la Syrie, il existe déjà des formes d'organisation sociale et de valeurs propices à la construction d'un nouveau système politique qui s'appuie sur des structures sociales pré-capitalistes, comme c'est l'objectif déclaré de l'administration locale. L'idéologie du système confédéral d'autonomie démocratique dans le nord et l'est de la Syrie est ancrée dans le contexte culturel et social de la société du Moyen-Orient. La société reste majoritairement rurale et l'on peut trouver des formes d'économie collective et des pratiques d'entraide dans la plupart des villages ou mêmes dans certains quartiers des villes, où des liens sociaux solides ont perduré. Le sentiment d'appartenance est renforcé par le développement de multiples identités locales, liées à des régions, villes, quartiers ou villages. La famille reste une structure sociale puissante, favorisant de solides relations de soutien mutuel. L'organisation sociale fondée sur des familles ou tribus a historiquement conduit à la fédération entre tribus et aux assemblées entre les peuples de tribus multiples.

« Quand la révolution a commencé, dans le monde politique, ils ont dit « c'est la révolution des Kurdes ». C'était difficile pour nous de concevoir comment les Kurdes commenceraient une révolution et comment nous les rejoindrions. Au début on pensait que c'était une révolution nationaliste pour les Kurdes et pas pour tout le monde, comme les Arabes et les Syriaques, pas une révolution pour la fraternité des peuples et la démocratie. »

Khawla Diab, coprésidente du PYD à Tel Tamer

La région du nord et de l'est de la Syrie a historiquement été le foyer de nombreux peuples et communautés religieuses. Des tensions sont apparues à différents moments de l'histoire et ont été exploitées et renforcées autant par les politiques de l'État syrien que les politiques coloniales. Cependant la région – y compris des centres urbains assez multiculturels – a été en général celle où les Kurdes, Arabes, Syriaques-Assyrien·ne·s, Arménien·ne·s, Circassien·ne·s, Turkmènes, Chaldéen·ne·s et les Tchétchènes ont partagé un même espace et coexisté. Cela crée la base pour un système social qui embrasse la diversité.

L'approche idéologique consistant à ancrer le nouveau système politique dans l'histoire, la culture et les valeurs sociales a également façonné le rôle des femmes dans le système démocratique confédéral. L'organisation centrée sur les femmes des sociétés historiquement matrilinéaires du Moyen-Orient a été réappropriée par les organisations de femmes pour donner une continuité au mouvement actuel pour la libération des femmes. Les femmes sont considérées comme les gardiennes des valeurs sociales et du ciment qui unit la société, facilitant leur transition vers les tâches de dirigeantes politiques et combattantes.





L'ORGANISATION POLITIQUE DE LA SYRIE DU NORD ET DE L'EST

SOCIÉTÉ

Partis et organisations politiques

Institutions civiles Coopératives

Communes
150 - 1,500 habitant·e·s

Syndicats Société civile

Conseils
(quartiers, sous-districts, districts, cantons)

Institutions locales du TEV-DEM

Observe
Intervient

Observe
Intervient

représentés à travers les comités

Régions

Rend des comptes
Donne des retours

Rend des comptes
Donne des retours

Observe
Intervient

CONSEIL DEMOCRATIQUE SYRIEN
Assemblée politique pour une Syrie démocratique

ADMINISTRATION AUTONOME DE LA SYRIE DU NORD ET DE L'EST
Système confédéral et services publics

TEV-DEM
Organisation parapluie de la société civile

Le système politique de la Syrie du Nord et de l'Est a évolué au cours des sept années qui ont suivi le début de l'autonomie à Afrin, Kobani et Jazira. Un développement majeur a été la croissance du territoire alors que les FDS ont libéré des portions importantes de la région des mains de l'État islamique avec le soutien de la Coalition internationale contre l'État islamique. Les régions de Manbij, Tabqa, Raqqa et Deir-ez-Zor ont ainsi été englobées dans la zone sous contrôle du système confédéral démocratique.

Le système politique est composé de trois structures principales, basées sur les principes de dévolution de pouvoir et de fédération aux niveaux supérieurs. À la suite d'une reformulation des structures existantes, le système actuel a été annoncé en septembre 2018, il y a un peu plus d'un an. Les trois structures principales sont :

« Quand la révolution a commencé au Rojava, qu'avons-nous pensé? Le PYD en tant que parti n'était pas suffisant pour organiser les gens –cela aurait été une façon de pensée trop étriquée. Alors qu'avons-nous fait à ce sujet? Nous voulions créer une organisation parapluie, un conseil. Un conseil qui pourrait diriger toute la société. Nous avons donc créé le Mouvement pour une Société Démocratique, ou TEV-DEM. Grâce au TEV-DEM, nous avons pu toucher toutes les personnes : Kurdes, Arabes, Syriaque-Assyrien·ne·s, Arménien·ne·s, Chaldéen·ne·s, Circassien·ne·s et tous les peuples du Rojava. »

Zelal Jeger, coprésidente du TEV-DEM

- Le TEV-DEM (créé en 2011), Mouvement pour une société démocratique. Il s'agit d'un organisme parapluie pour la société civile, qui soutient, coordonne et veille à ce que la voix de la société civile soit intégrée dans les aspects politiques et administratifs du système. Il agit comme une sorte de « contre-pouvoir » à l'Administration autonome et est organisé sur une base fédérale du niveau local au niveau inter-régional.
- L'Administration autonome de la Syrie du Nord et de l'Est (créée en 2018) développe le système des communes et des conseils élus dans tout le nord et est de la Syrie et est responsable de la coordination entre les sept régions. Elle est basée sur un système fédéral, de la commune locale jusqu'au niveau inter-régional.
- Le Conseil démocratique syrien (créé en 2015) est l'organisation politique qui fournit un cadre politique pour la résolution du conflit syrien à travers des discussions Syrie – Syrie, et qui prend la responsabilité du travail diplomatique. Les partis politiques ainsi que des représentant·e·s de la société civile, de l'Administration autonome et des personnalités politiques participent au CDS.

L'Administration autonome est responsable de l'administration des sept régions par le biais d'organes et de ministères élus, tandis que le CDS représente les partis politiques et vise à unifier toute la Syrie en une entité politique guidée par les femmes, fédérale, démocratique et multiculturelle. L'Administration autonome s'occupe de l'administration de questions telles que la santé, l'éducation et l'énergie, visant à ce que ces questions soient décidées et contrôlées au niveau le plus local possible.

Les structures et les principes du système politique sont décrits dans le Contrat social, qui sert de constitution. Le Contrat social affirme les droits sociaux fondamentaux, un engagement en faveur de l'égalité de genre dans le système politique, et définit les institutions du système confédéral démocratique. Il existe des versions du Contrat social correspondant aux incarnations du système en 2014 et 2016, mais la version décrivant la reformulation de 2018 n'a pas encore été publiée.



Les trois organes contiennent à la fois des institutions mixtes ainsi qu'un système des femmes parallèle et autonome sur le plan organisationnel. Les structures des femmes nourrissent les structures mixtes à tous les niveaux et exercent une influence considérable. Il n'y a pas de structures réservées aux hommes. Outre les structures de femmes, les jeunes bénéficient également d'une certaine autonomie qui est inscrite dans le Contrat social et à travers la représentation de la jeunesse dans toutes les structures du système politique, du niveau local jusqu'au niveau interrégional.

Dans l'idéologie du confédéralisme démocratique, la société devrait avoir plus de pouvoir que les institutions de gouvernement. Par conséquent, le rôle de la société du nord et l'est de la Syrie est central pour le système politique. La société nourrit l'Administration autonome par le biais du système des communes et des conseils, et le TEV-DEM par le biais des organisations de la société civile. Les institutions civiles et les coopératives s'engagent également dans l'Administration autonome au travers d'interactions quotidiennes avec les commissions compétentes et des réunions officielles. Par exemple, les coopératives nourrissent l'Administration autonome en participant aux comités économiques locaux, qui se fédèrent au sein de la Commission économique de l'AASNE. L'objectif du projet confédéral démocratique est que la société se gouverne elle-même, en supprimant la nécessité d'institutions gouvernementales qui en soient séparées et éloignées.

Les individu·e·s s'engagent dans le système politique de multiples façons. Par exemple, une enseignante d'un village s'organiserait en tant que résidente de sa commune et pourrait éventuellement être élue aux conseils des niveaux supérieurs de l'Administration autonome. Elle s'organiserait également au sein du TEV-DEM par le biais du syndicat des enseignants, et si elle le souhaiterait, elle pourrait participer via un parti politique, tel que le PYD ou le Parti de la Syrie de l'avenir, etc., qui soit représenté au sein du CDS. Elle pourrait également s'organiser à travers les structures de femmes de chacun de ces organes.





L'ADMINISTRATION AUTONOME DE LA SYRIE DU NORD ET DE L'EST

CONSEIL EXÉCUTIF

S'organise à travers les commissions et bureaux pour superviser et coordonner les questions de santé, de ressources naturelles, d'économie...

Membres :
- 2 coprésident·e·s élu·e·s
- Coprésident·e·s des 7 bureaux et des 10 commissions

CONSEIL GÉNÉRAL

Coordonne les questions législatives et unifie les lois entre les régions

Membres :
- 2 coprésident·e·s élu·e·s président le conseil
- 7 représentant·e·s de chaque région [49 personnes]
- 21 spécialistes

CONSEIL DE LA JUSTICE

Administre les tribunaux, coordonne le système de justice et unifie les sentences entre les régions

Membres :
- 16 personnes issues de toutes les régions

BUREAUX ET COMMISSIONS

Commission des Administrations locales
Commission des Finances
Commission de l'Agriculture et de l'Economie
Commission de l'Intérieur
Commission de la Santé et de l'Environnement
Commission des Affaires Sociales
Commission de la Culture
Commission des Femmes
Commission de la Jeunesse et des Sports
Commission de l'Education et de l'Apprentissage

Bureau de la Communication
Bureau de la Plannification et du Développement
Bureau des Religions et Croyances
Bureau des Relations Extérieures
Bureau de la Défense
Bureau des Affaires Humanitaires
Bureau du Pétrole et des Ressources Naturelles

Autinomous administration - Source: ANHA - Hawar News



Objectifs et structures de base

L'Administration autonome est la structure qui administre les territoires constituant les sept régions de la Syrie du Nord et de l'Est. « Administration autonome » (parfois traduit par « auto-administration ») est une traduction approximative du terme kurde « Rêveberiya Xweser ». Le mot « xweser » veut dire « autonome » (signifiant littéralement « être [avoir du pouvoir] sur soi » ; « être sa propre tête ») et « rêveberî » est couramment utilisé pour désigner la gestion, le leadership ou la coordination. Cependant, les racines du mot « rêveberî » signifient « être à l'avant / indiquer le chemin ». Le terme « rêveberiya xweser » est utilisé pour exprimer le concept de société auto-administrée / auto-gérée.

« Il y avait un besoin pour une administration autonome commune à la Syrie du Nord et de l'Est, pour réunir ces sept administrations régionales – au niveau des décisions collectives, de lois communes, pour construire l'égalité dans la société, l'égalité sur le plan économique, le développement de perspectives communes, pour coordonner et être force de réflexion si des problèmes surgissent entre deux régions. »

Berivan Khaled, coprésidente du Conseil exécutif de l'Administration autonome de la Syrie du Nord et de l'Est

L'administration englobe les organes de décision les plus locaux (la commune) jusqu'au plus haut niveau de fédération à travers les sept régions de la Syrie du Nord et de l'Est. Autant de décisions que possible sont prises au niveau le plus local possible, et le niveau interrégional ne se préoccupe que des problèmes affectant plusieurs régions, telles que l'éducation, la santé, la sécurité, le développement, l'unification des droits de douane et des prix du carburant, et les routes. Au niveau interrégional, le gros du travail d'administration implique la coordination et l'organisation du travail entre les différentes régions. Chaque niveau fonctionne au moyen de comités et de conseils, avec un quota de genre (40% minimum d'hommes ou de femmes) et la représentation de chaque groupe ethnique, religieux et culturel présent dans cette région. Un système parallèle des femmes existe aux côtés des structures mixtes.

La décision de créer l'Administration autonome en tant qu'organe administratif de la Syrie du Nord et de l'Est a été prise lors du congrès du Conseil démocratique syrien à Tabqa le 16 juillet 2018. Le 6 septembre 2018, à Ain Issa, l'Administration autonome a été officiellement déclarée. Le congrès a confié à l'Administration autonome la responsabilité de l'administration du système de confédéralisme démocratique. Ce rôle complète mais se distingue de la responsabilité du TEV-DEM en matière d'organisation de la société civile et de celle d'organisation politique et de travail diplomatique du Conseil démocratique syrien. Le « squelette » de l'Administration autonome est structuré par un système confédéral ascendant. L'unité de base est la commune, généralement composée de moins de 200 familles, puis ces unités se fédèrent en organismes de plus en plus larges. Chaque niveau comprend des comités qui se concentrent sur des domaines de travail spécifiques.

Les unités de l'Administration autonome sont les suivantes:

- Commune
  - Quartier
    - Sous-district
      - District
        - Canton
          - Région
            - Admin. autonome de la Syrie du Nord et de l'Est



Il existe sept régions : Jazira (qui comprend les cantons de Qamishlo et Hasakah), Euphrate (qui comprend les cantons de Kobani et de Tel Abyad/Giré Spi), Afrin, Manbij, Tabqa, Raqqa et Deir-ez-Zor. La majorité de la région d'Afrin est sous occupation turque depuis mars 2018, mais continue d'être représentée dans le système politique à travers le territoire de Shehba, qui est habité par la population déplacée d'Afrin. Certaines parties des régions de l'Euphrate et de Jazira sont sous occupation turque depuis octobre 2019, et leurs administrations déplacées opèrent désormais depuis différentes villes.

Les régions varient en termes de fonctionnement du système politique sur le terrain. Dans les zones rurales, une commune peut être un village entier – ou même plusieurs villages – tandis qu'un village plus grand peut être divisé en plusieurs communes. Certaines communes ont développé un haut niveau d'organisation collective et affichent une forte participation et initiative, avec de nombreux projets communautaires et économiques émergeant de la commune, tandis que d'autres restent moins actives. La réussite du développement des communes est souvent due au travail d'individu·e·s clés qui comprennent le système et favorisent un engagement plus large au sein de leurs communautés. Les structures de l'Administration autonome sont sensibles aux caractéristiques économiques, sociales et culturelles de chaque zone et peuvent être adaptées en fonction de la taille de la population et selon que la zone en question soit une zone rurale ou urbaine.

Les communes – pierres angulaires du confédéralisme démocratique

Les communes sont l'unité la plus élémentaire du système politique de la Syrie du Nord et de l'Est. Elles sont établies à l'article 48 du Contrat Social, qui définit le système communal comme « la forme organisationnelle de base essentielle de la démocratie directe. Il s'agit d'un système qui définit un cadre organisationnel et administratif pour la prise de décisions et la gestion. Il fonctionne comme un organisme indépendant à toutes les étapes de la prise de décision. » En plus d'agir en tant qu'organe démocratique, la commune est également l'organisation à travers laquelle les produits de base sont obtenus et distribués. L'une des premières fonctions des communes a été la mise en commun des ressources pour acheter des générateurs électrique collectifs. Maintenant, elles servent de point d'accès pour obtenir du diesel et du pain subventionnés, ainsi que de porte d'entrée pour la prise en charge de nombreux problèmes administratifs.

Les trois piliers centraux des communes sont définis comme suit :

- *Autodéfense (xwe parastin) : protection de la commune.*
- *Éducation (perwerde) : changer les mentalités et donner du pouvoir aux gens.*
- *Résolution des conflits et recherche d'un consensus (lihevkirin) : résolution des conflits au sein des familles et entre celles-ci, réconciliation ou renvoi à des institutions judiciaires compétentes.*

Une fois ces piliers établis, la commune est en

« Au début, il y avait des difficultés avec le système communal – c'est un nouveau système, et les gens n'acceptent pas les nouvelles choses très rapidement… Les gens d'ici ont vu l'ancien système où tout venait du centre, de Damas, à 700 ou 800 km. Les ordres venaient de là-bas, sans que le peuple décide… Bien sûr, il est nécessaire que nous travaillions ensemble au niveau de la Syrie, mais chaque région a ses propres particularités, sa propre société, ses langues, ses cultures, ses religions et ses croyances. Maintenant les communes se construisent… Elles résolvent non seulement des questions de pain et de diesel, mais des questions personnelles, des questions de croyances religieuses, de conflit d'opinion, toute sorte de choses. »

Mohamed Said,
coprésident du PYD de Til Tamer

Étude de cas : Jarudi, une commune villageoise

Jarudi est un village dans la campagne de Derik, près de la frontière avec la Turquie. Il dispose d'une commune active qui tient des réunions régulières et s'engage dans des activités collectives. Les habitant·e·s du village gèrent collectivement une partie des terres cultivables, un jardin communautaire 'de détente' avec une fontaine, des arbres fruitiers et des fleurs, ainsi qu'un troupeau d'ovins et caprins.

Ils et elles gèrent les champs collectifs selon les principes des coopératives, avec la plupart des villageois·e·s donnant du temps et du travail pour cultiver la terre, la récolte étant partagée entre tou·te·s. Ces dernières années, ils et elles ont décidé de cultiver du « firik », une variété de blé préparé de façon traditionnelle, avec une méthode consistant à brûler le grain quand il est récolté, donnant à celui-ci une saveur unique. Les habitant·e·s de Jarudi organisent également la collecte collective des ordures afin de répondre aux plaintes concernant l'accumulation de déchets dans les espaces communs du village. Récemment, la commune a décidé de bâtir un centre communautaire, construit par les villageois·e·s eux et elles-mêmes.

Toutes les familles du village sont impliquées dans ces activités, quelle que soit leur appartenance politique. Cela a demandé beaucoup de travail de la part d'un petit nombre de personnes actives qui ont visité à d'innombrables reprises les familles du village, ont organisé des réunions et encouragé les gens à participer. Les résultats de ce travail sont visibles. Beaucoup de familles qui expriment par ailleurs une réserve sur le nouveau système politique sont enthousiasmées par les résultats concrets obtenus en s'organisant en commune.

mesure de servir de base à une économie autonome. Les coopératives se développent à partir des communes, l'ultime objectif étant l'émergence d'une économie communautaire à travers la mise en commun des ressources et le travail collectif. Les communes ont des comités qui s'occupent de domaines tels que la santé, l'éducation, l'économie, l'autodéfense, la réconciliation et autres questions. Les neuf comités qui sont répertoriés comme standard dans tous les niveaux de l'Administration autonome sont :

Comité d'autodéfense
Comité de l'éducation
Comité de réconciliation et de justice
Comité des femmes
Comité de la jeunesse (et du sport)
Comité de la santé
Comité des familles des martyrs
Comité des arts et de la culture
Comité économique

En pratique, très peu de communes se sont développées au point d'organiser les neuf comités mentionnés ci-dessus. Les communes organisent des comités en fonction de leurs besoins et capacités. Par exemple, les communes en zones rurales sont plus susceptibles d'avoir créé des comités d'agriculture. Cependant, chacun de ces neuf comités existent dans les conseils aux niveaux supérieurs de l'administration. Même si la commune est la plus petite unité, elle forme le noyau du système et sert comme poids et contrepoids politique fondamental. Les décisions des niveaux supérieurs ne devraient pas empêcher la prise de décision au niveau de la commune : ils devraient plutôt en théorie se fonder directement sur les décisions de la commune.

« Les femmes sont coprésidentes dans le système communal, elles sont des leaders dans la société, elles agissent comme conseillères dans les processus de résolution de conflits. Elles siègent aux comités des communes : réconciliation, services, société et gestion. L'Administration autonome ne peut pas travailler sans la participation des femmes. Sur le plan social et en ce qui concerne l'autodéfense, les communes ne peuvent pas travailler sans femmes. »

Hediye Ahmed Abdallah, Comité d'autodéfense du Conseil du peuple du district de Derik



Les conseils

Les conseils sont les organes représentatifs qui discutent et prennent des décisions sur les questions de société, formulent les politiques nécessaires et représentent la volonté du peuple. Des conseils existent à chaque niveau de l'Administration autonome, à l'exception du niveau de la commune, car les communes sont basées sur la participation directe. Au niveau du quartier (un niveau au-dessus de la commune), plutôt qu'à un conseil pleinement élu, la responsabilité incombe aux coprésident·e·s de chaque commune qui se coordonnent les un·e·s avec les autres. Les conseils sont censés être le canal par lequel fonctionne une véritable démocratie, faisant avancer et protéger les principes de la « société libérée » que le système confédéral essaie de construire.

Les conseils sont élus et travaillent par le biais des neuf comités standard (voir ci-dessus). Dans le cadre du mécanisme de la démocratie directe, chaque institution (comme les syndicats et les comités) soumet trois personnes à la liste des candidats à l'élection de chacun des comités concernés. Par exemple, le Syndicat des enseignant·e·s soumet des candidat·e·s pour le Comité de l'éducation. Des quotas sont imposés pour les femmes et les minorités ethniques et religieuses, de sorte que même les très petites minorités sont représentées dans les conseils des régions où elles vivent.

Étude de cas : l'Administration autonome du district de Derik

Communes : *Chaque commune de Derik compte 120 à 150 familles. Chacune de ces communes a un nom, comme « Commune Şehid Cudi ». Il y a 125 communes dans le district de Derik dont 44 dans la ville de Derik.*

Quartier : *Chaque quartier est composé de plusieurs communes. La municipalité de Derik compte sept quartiers.*

Municipalité : *La municipalité n'est pas comprise comme chaînon du système des conseils mais comme un comité du conseil du district. La municipalité de de la ville de Derik est ainsi une structure qui existe aux côtés des conseils de la structure d'Administration autonome.*

Sous-district : *Dans le district de Derik, il y a quatre sous-districts, organisés autour de quatre petites villes situées dans la campagne en dehors de la ville de Derik.*

District : *Le Conseil du peuple du district de Derik est composé de 42 personnes. Il y a 3 représentant·e·s de chacun des neuf comités du district, 11 personnes de la commission municipale, 2 coprésident·e·s et 2 vice-coprésident·e·s. Les coprésident·e·s travaillent en coordination et communication avec les communes qui composent le district.*

Le district de Derik, ainsi que 9 autres districts, se réunissent pour former le canton de Qamishlo, qui est l'un des deux cantons de la région de Jazira.

Jusqu'à présent, le processus a suivi le système décrit ci-dessus, où les institutions et les conseils des composantes de l'Administration autonome soumettent les candidats à la liste de la « Nation démocratique » (Netewa Demokratik) qui est ensuite soumise au public pour approbation via le vote. L'opposition a et exerce le droit d'établir ses propres listes : par exemple, lors des élections du district de Qamishlo en 2017, une liste d'opposition nationaliste kurde s'est opposée à la liste de la Nation démocratique. Le Contrat social stipule que 60% des conseils doivent être élus et 40% réservés aux quotas, les détails de la manière de procéder étant laissés aux conseils. Bien qu'il existe de nombreuses lacunes dans le système électoral (voir ci-dessous), il est important de noter qu'en raison

de la nature plus directe et participative de la démocratie en Syrie du Nord et de l'Est, les élections sont moins essentielles à la pratique démocratique.

Le système de l'Administration autonome applique une approche municipaliste aux grandes villes, créant des organes spéciaux pour que les municipalités s'auto-gèrent en dehors du système confédéral standard de commune-quartier-sous-district. Les commissions municipales sont composées de représentant·e·s de chacun des quartiers de la ville, s'occupant principalement des services administratifs au sein de la municipalité plutôt qu'agissant comme un organe représentatif démocratique. En visant la représentation démocratique, les résident·e·s d'une municipalité participent quant à eux et elles au Conseil du peuple du district dans lequel la municipalité est basée (voir ci-dessous).

« Le système économique est mis en place dans les lois, mais comme c'est souvent le cas avec les lois, nous nous rendons compte qu'il est difficile de les appliquer. Par exemple, il existe des lois contre les monopoles, mais en réalité, nous pouvons voir que nous devons encore lutter contre eux. Nous discutons de ces problèmes dans les communes et les conseils. Si elles ne sont pas résolues dans les communes, elles sont discutées aux niveaux supérieurs d'administration. Les critiques et les retours d'information émanent des communes de cette manière, et le système peut être ajusté en conséquence. »

Arin Khalil, Comité de l'économie des femmes de Qamishlo

Réunion de réconciliation entre deux tribus, Seré Kaniyé, 8 Septembre 2019

Conseils et système communal : enjeux et évaluations

Le rôle donné aux communes dans le nouveau système politique consacre les communes en tant que « boucliers démocratiques » de la société. Bien que la culture de la région soit beaucoup plus propice à une organisation collective plus locale que des sociétés plus individualistes d'Europe et d'Amérique du Nord, le rôle envisagé pour les communes nécessite encore un changement de culture important pour que le système fonctionne comme prévu. Même si certaines communes vivent en accord avec cette vision, cela n'est pas le cas de l'ensemble des communes. Dans l'Administration autonome, des discussions sont en cours pour évaluer dans quelle mesure les communes réussissent à s'organiser selon les principes du confédéralisme démocratique, et quels sont les obstacles. Alors même qu'il existe un accord général selon lequel les communes n'ont pas encore pleinement rempli leur rôle dans la construction d'un système confédéral démocratique, le sentiment dominant est que les communes sont une partie non négociable de la structure politique et que les éliminer reviendrait à « tuer la société », selon les termes d'une interviewée.

Un défi auquel est confrontée l'Administration autonome, afin de pouvoir mettre pleinement en œuvre les idées derrière le projet politique confédéraliste, est celui du manque de compréhension et d'éducation de la population à propos du système communal. L'administration est prise dans un paradoxe, car la construction d'un nouveau système politique basé sur une culture politique « révolutionnaire », nécessite que les membres des communes d'y engagent énergiquement. Beaucoup ne s'engagent pas encore dans celles-ci car la nouvelle culture politique n'est pas encore établie. Cependant, on peut aussi constater que la compréhension du système croit constamment dans la société. Des concepts comme « commune » et « conseil » font désormais partie du vocabulaire commun, et les communes se sont montrées indispensables en répondant aux besoins fondamentaux de la société.

Le défi de la transition vers un système de gouvernance nécessitant un niveau plus élevé d'engagement et de participation a fait que plutôt que de petites communes de 150 personnes (de plus de 15 ans), ce qui était l'intention initiale, les communes ont tendance à être constituées de 100 à 150 ménages, ce qui peut se traduire par plus de mille personnes. Il a été observé que cette échelle de fonctionnement réduit le potentiel d'une véritable démocratie directe et rend plus difficile le développement d'un sentiment de responsabilité et d'engagement collectifs. Une préoccupation supplémentaire est que les attributions des communes sont devenues plus étendues que les trois piliers d'origine, ce qui signifie qu'elles peuvent devenir surchargées et ne pas être en mesure de hiérarchiser efficacement leurs rôles et leurs responsabilités.

Un défi plus important lié à la création d'une nouvelle culture politique est celui du fait que les gens ne sont pas habitués à se considérer comme faisant partie du processus politique. Ils et elles sont plutôt habitué·e·s à travailler dans un système dans lequel une personne détient tout le pouvoir et les autres n'en ont aucun. Ceci conduit à des situations où les coprésident·e·s des communes se mettent en position dominante, étouffant plutôt que favorisant la démocratie. En même temps, les membres des communes peuvent manquer de sens de responsabilité individuelle et collective et voir les coprésident·e·s comme un « nouvel État » qui résoudra leurs problèmes et leur fournira des services. Cela peut conduire à une relation de dépendance envers les coprésident·e·s pour les ressources de base comme le gaz, le pain et l'eau, ainsi que pour l'information. Ceci est décrit comme la persistance de la « mentalité étatique» par les militant·e·s politiques qui tentent de mettre en œuvre le nouveau système. Ils et elles décrivent le défi d'essayer de construire une nouvelle approche de la politique à travers un changement de mentalité et de culture, et non seulement par la transformation des structures politiques et économiques.



Les régions

Les régions conservent leur autonomie dans la prise de décision pour de nombreuses questions, l'Administration autonome remplissant le rôle de coordination et de communication. Les décisions concernant l'économie, le droit, les systèmes judiciaires et l'éducation sont prises au niveau régional, dans le cadre fixé par le Contrat social. Par exemple, la région d'Afrin a transformé son système éducatif de manière pro-active, devenant ainsi la première région à disposer de sa propre université et à dispenser un enseignement en langue kurde et des cours de la « sciences des femmes » (*jineolojî*) au lycée. L'Administration autonome joue un rôle dans la redistribution des ressources (telles que les ressources naturelles) entre les régions pour maintenir un niveau d'égalité entre les régions.

« Nous sommes maintenant dans la deuxième année depuis la création de l'administration et la population locale a compris que c'est un système démocratique qui vient de notre peuple, qui le légitime. Il travaille à servir notre peuple et unifier la Syrie. Tous les membres de l'Assemblée Législative et des conseils civils de Raqqa sont les fils et filles de Raqqa et de sa campagne. »

Telal Hilal Alsibat, chef du clan Jubat de la tribu Werd.

Un des défis du système est de répondre à l'inadéquation entre des valeurs sociales des tendances politiques dominantes au sein de l'administration et ceux de certaines parties de la société en raison des différences régionales et culturelles dans le nord et l'est de la Syrie. Par exemple, l'attitude dominante au sein de l'Administration autonome est anti-polygamie. Par la Loi des femmes de 2014, le nouveau système juridique en interdit la pratique dans les 3 régions d'Afrin, Euphrate et Jazira. Cependant, cette pratique est toujours techniquement légale sous la loi du gouvernement syrien, qui continue d'être l'organisme de réglementation pour la délivrance des certificats de mariage. Cela s'avère crucial que l'administration puisse inclure des secteurs de la société – comme les tribus arabes à Deir-ez-Zor – qui s'opposent aux tentatives d'interdire la polygamie. En conséquence, l'Administration autonome doit équilibrer les principes de la révolution qui l'ont amenée au pouvoir en adoptant une approche plus diplomatique.

Pour surmonter ces tensions, certaines initiatives sociales intéressantes ont été essayées. Par exemple, le Conseil démocratique syrien (CDS) a mis en place et travaille avec un conseil tribal représentant les dirigeants des tribus arabes du nord et l'est de la Syrie. Dans le même temps, le Bureau des Femmes du CDS collabore avec les épouses des chefs de tribus afin de renforcer leur rôle et celui des femmes dans leur société, s'appuyant donc sur le contexte social existant. Les membres de l'administration reconnaissent que, bien que les valeurs sociales des tribus ne correspondent pas toujours aux idées politiques de l'Administration autonome et du Conseil démocratique syrien, il ne s'agit pas d'un combat entre « modernité » et « conservatisme » et il n'est pas question de chercher à « détruire » le système tribal, mais de questionner les structures sociales et vivifier leurs aspects démocratiques. Il existe par exemple une culture du collectivisme

« Dans le système du régime, lorsque vous rejoignez les forces de sécurité, le ministère de la sécurité intérieure de la Syrie est responsable de votre affectation. Cela signifie que, par exemple, si vous êtes de Damas, ils peuvent vous envoyer à Deir-ez-Zor, et pendant 10 ans, 20 ans, vous devez vivre là-bas. Dans l'Administration autonome, les affectations sont faites dans la région. Les gens ne partent pas loin de leurs familles. »

Amin Saleh, vice-coprésident de la Commission de l'intérieur de l'Administration autonome de la Syrie du Nord et de l'Est





et de l'entraide au sein des tribus à laquelle aspirent les communes. Le processus de changement peut être parfois lent, mais les membres de l'administration avec lesquels le RIC s'est entretenu sont catégoriques sur ce point : c'est la seule façon de rendre durable le nouveau système politique. Une interviewée a observé que si le système était imposé d'en haut, ils et elles se seraient « battues contre Assad pour rien » car ne feraient que reproduire les structures du pouvoir autoritaire du régime.

L'Administration autonome de la région de Manbij

« Avant, la société et l'État étaient vraiment éloignés l'un de l'autre. L'État prenait des décisions et la société ne les appliquait pas vraiment. Maintenant, la société prend des décisions par elle-même et les applique. Si vous donnez de la valeur à la société, la société a plus de pouvoir – les gens s'approprieront leurs décisions. C'est quelque chose de vraiment positif, nous voulons donc diffuser ce système démocratique dans toute la Syrie, le Moyen-Orient, l'Europe et le monde entier. »

Zozan Hussein, coprésidente du Conseil législatif de la région de Manbij

La région de Manbij a été libérée de l'État islamique par les FDS en août 2016. Ensuite, un système de communes et de conseils a été mis en place pour prendre en charge la gouvernance civile, tandis que le Conseil militaire de Manbij, créé pour diriger l'assaut contre Manbij, a pris la responsabilité de la défense.

Il y a 360 villages et 8 petites villes dans la région de Manbij. La majorité de la population est arabe, avec de grandes minorités kurdes et turkmènes et une petite communauté circassienne de 700 personnes. Tous les groupes ethniques sont représentés dans les conseils de la région (du niveau du sous-district à celui régional), ainsi que dans la direction de chaque conseil : entre les coprésident·e·s et les vices coprésident·e·s, tous le groupes ethniques doivent être représentés. Ce système vise à éviter la dominance d'une ethnie sur les autres, comme ce fut le cas sous l'État islamique.

Les Turkmènes, qui prétendent représenter environ 20% de la population de la région, s'organisent de manière autonome dans les communes des cinq quartiers entièrement turkmènes de la ville de Manbij et dans leurs villages. Il existe une association turkmène dans le centre-ville qui offre un lieu de réunion, des cours de langue pour adultes et enfants, des cours d'histoire et de culture, des activités artistiques et sportives. L'association organise également la communauté, rendant visite aux familles et organise des réunions ouvertes dans les quartiers turkmènes. Elle cherche aussi à introduire des cours de langue turkmène dans les écoles des quartiers et villages turkmènes. Les femmes ont le droit de s'organiser de manière autonome dans l'association, mais seules quelques femmes participent activement. L'une d'entre elles est Amel Dada, la coprésidente du Bureau des relations extérieures de l'Administration autonome.

Au niveau régional, il existe un Conseil législatif, un Conseil exécutif et un Conseil de justice. Ces branches reflètent les conseils de l'Administration autonome au niveau de la Syrie du Nord et de l'Est. Il existe également un système parallèle et autonome des femmes pour chacun des organismes mixtes.



Conseils législatif, exécutif et de justice de la région de Manbij

« Toutes les lois doivent être débattues et adoptées au Conseil législatif. Certain·e·s de nos membres ont été envoyé·e·s au conseil en tant que représentant·e·s de l'association turkmène. Nous avons des réunions où nous évaluons leur travail, et si nous estimons qu'ils ou elles ne nous ont pas bien représentées, ils ou elles doivent démissionner. »

Faiz Hedar, Association turkmène de Manbij

Le Conseil législatif rédige les lois pour la région grâce à une large consultation et coordination avec les habitant·e·s, les associations et les institutions de Manbij. Il existe des « lois communes », qui s'appliquent à l'ensemble de la Syrie du Nord et de l'Est, et des « lois spéciales », qui ne s'appliquent qu'à la région de Manbij. Le Conseil est composé de 118 personnes représentant divers partis politiques, syndicats et professions (y compris les étudiant·e·s) et les conseils de district. La plupart des membres sont des chefs tribaux. Ceci est un produit de la culture locale dans laquelle les chefs de tribu sont les figures les plus importantes de la société. Trois partis politiques participent au Conseil : le Parti de la Syrie de l'Avenir, le Parti de la réconciliation nationale et le Parti modernité.

À l'exception des coprésident·e·s des quartier qui siègent au conseil, les membres de l'actuel Conseil législatif ont été nommé·e·s plutôt qu'élu·e·s. Le conseil a été formé peu après la libération de l'État islamique, à un moment où l'infrastructure politique nécessaire pour organiser des élections faisait défaut. Au lieu de cela, le choix des membres a été décidé à l'issue d'une série de réunions avec des personnes clés de la société telles que les chefs de tribu, les femmes et les jeunes. Il est prévu que le prochain conseil soit élu.

Lorsqu'une loi en cours d'élaboration est particulièrement pertinente pour un secteur de la société, ce secteur est alors consulté et ses opinions sont prioritaires. Par exemple, une loi qui touche le plus les femmes sera dictée par les opinions des femmes, tandis que les enseignant·e·s auront davantage à dire sur une loi concernant le système éducatif. Dans le cas des lois qui toucheront à tou·te·s, l'administration recueille les avis de la population en organisant des réunions dans les communes.

Le Conseil législatif est en dialogue permanent avec les communes et les quartiers, en communiquant sur les soucis des gens et les problèmes qui les affectent le plus. Un représentant du conseil a décrit comment le comportement oppressif et violent du régime Assad et de l'État islamique avait appris aux gens « à avoir peur des structures de gouvernance » et du fait qu' « ils ne seraient pas écoutés et leurs opinions ne seraient pas acceptés » s'ils venaient exprimer leur opinion auprès du conseil. Par conséquent, le conseil s'efforce d'établir un contact direct avec les gens, d'aller dans les quartiers et de participer à leurs réunions.

Pour le processus de rédaction des lois communes pour l'ensemble de la Syrie du nord et de l'est, neuf personnes du Conseil législatif de Manbij siègent au Conseil législatif de l'Administration autonome de la Syrie du Nord et de l'Est (AASNE). Lorsqu'un projet de loi commune est proposé, il est présenté d'abord au Conseil législatif à Ain Issa (siège de l'Administration autonome), puis est transmis aux régions pour discussion et approbation avant d'être adopté de nouveau par l'AASNE.



Le Conseil exécutif est composé des coprésident·e·s de tous les comités. Il coordonne et met en œuvre les décisions et les lois qui sont adoptées par le Conseil législatif.

Le Conseil de justice coordonne et dirige les travaux des tribunaux et travaille sur la mise en place des sentences. Il discute également de la punition des délits avec la société afin d'élaborer des directives de détermination des peines conformes aux valeurs sociales.

Femmes à Manbij

Il existe un Conseil des femmes de la région de Manbij, qui organise des réunions avec les femmes dans les quartiers et villages. Leur objectif est de donner du pouvoir aux femmes afin qu'elles puissent se battre et protéger leurs droits. Zozan Hussein, coprésident·e du Conseil législatif de la région de Manbij, décrit ainsi le processus de libération des femmes à Manbij :

« La diversité régionale des lois est très importante, car ici à Manbij, la société peut être assez fermée. Il y a certaines choses qu'ils n'accepteront pas, comme la loi contre la polygamie. Alors, pour aborder ce problème, nous allons parler aux femmes et nous leur demandons : « Comment pouvez-vous accepter que votre mari épouse une autre femme ? Comment pouvez-vous accepter d'être la troisième épouse de quelqu'un ? » Et lentement, nous changeons les mentalités des gens. »

Les institutions de l'AASNE au niveau interrégional

Le travail de l'Administration autonome au niveau inter-régional se concentre sur la coordination entre les régions, où le système politique fonctionne de différentes manières en raison de l'autonomie régionale. L'Administration est divisée en Conseils général, exécutif et de justice.

- Le Conseil général assume une fonction législative et est parfois appelé Conseil législatif. Le travail du Conseil ne consiste pas tant à rédiger des lois qu'à unifier les lois entre les régions et à coordonner les questions législatives entre les systèmes juridiques de chacune des régions. Sept délégué·e·s de chaque région – 9 au total – siègent au Conseil général, plus 21 spécialistes choisi·e·s pour leurs connaissances spécifiques.
- Le Conseil exécutif travaille via 7 bureaux et 10 commissions, traitant de questions comme la santé, les ressources naturelles, l'économie et autres.
- Le Conseil de la justice est composé de 16 personnes. Le Conseil de la justice administre le travail des tribunaux, discute des directives des décisions de justice et travaille à la coordination des systèmes judiciaires de toutes les régions.

Lors du congrès fondateur de septembre 2018, Siham Qeyro (une politicienne syriaque) et Farid Ati (un avocat kurde de Kobani) ont été élu·e·s coprésident·e·s du Conseil général de l'Administration autonome. Le Conseil exécutif est coprésidé par Berivan Khaled et Abd Hamid Al-Muhbash. Cependant, contrairement pour ce qui est le cas du Conseil démocratique syrien (voir ci-dessous), la plupart des résident·e·s du nord et de l'est de la Syrie ne pourraient nommer les représentant·e·s de haut niveau de l'Administration autonome parce que le rôle de l'administration est principalement bureaucratique : au quotidien, la plupart des gens se rapportent à l'administration au niveau local.



LE CONSEIL DEMOCRATIQUE SYRIEN :

UNE PROPOSITION POUR UNE SYRIE DÉMOCRATIQUE

CONFERENCE GENERALE	CONSEIL POLITIQUE	CONSEIL EXECUTIF
Le plus important conseil du Conseil Démocratique Syrien : détermine la ligne politique du CDS *Se réunit une fois par an*	**Organe exécutif et législatif, rends les décisions politiques et pratiques regardant le travail et l'agenda du CDS** *Se réunit une fois par mois*	**Organe exécutif de direction du CDS, met en œuvre les décisions du Conseil Politique et coordonne le travail à travers les différents bureaux** *Se réunit tous les 15 jours*
Membres : - Délégations de tous les partis politiques, organisations de la société civile et membres individuels - 2 coprésident·e·s du CDS	Membres : - 1 ou 2 représentant·e·s de chaque parti politique - 1 ou 2 représentant·e·s de chaque organisation de la société civile - 2 coprésident·e·s du CDS	Membres : Elu·e·s pour un mandat par le Conseil Politique - 2 coprésident·e·s du CDS - 1 président·e - Coprésident·e·s des bureaux

La Conférence Générale élit 2 coprésident·e·s qui président les 3 conseils et représentent le CDS

BUREAUX

- Bureau d'Organisation
- Bureau des Femmes
- Bureau des Relations Extérieures
- Bureau de Presse
- Bureau de la Jeunesse
- Bureau des Archives
- Bureau des Finances

Vision et portée

Le Conseil démocratique syrien (CDS) est une assemblée politique représentant des partis politiques et organisations du nord et l'est de la Syrie. Le CDS crée un cadre politique pour la gouvernance de la Syrie selon un modèle fédéral décentralisé. C'est l'organe politique auquel les FDS (Forces démocratiques syriennes) rendent compte. C'est aussi l'équivalent politique de l'Administration autonome, qui assume davantage de fonctions administratives et exécutives. Les négociations avec le gouvernement syrien ainsi que les relations diplomatiques avec les puissances internationales se font à travers le CDS.

La CDS a été créée en 2015. Au congrès qui l'a fondé étaient présent·e·s 103 personnalités politiques et représentant·e·s de partis politiques et d'organisations syriennes. Dans sa déclaration fondatrice, le Conseil s'est donné pour tâche de « conduire le mouvement démocratique révolutionnaire syrien sur la bonne voie et de mettre fin à la fragmentation, aux effusions de sang et aux ténèbres actuelles dans lesquelles le pays a été embringué. »

Les participant·e·s au congrès fondateur du CDS provenaient de divers horizons politiques et se sont engagé·e·s dans des négociations concernant les questions et principes clés derrière la création de ce nouvel organe politique. Un point de discussion qui a suscité une controverse interne a été l'utilisation du terme « République arabe syrienne », considéré par beaucoup comme faisant partie de l'héritage du régime oppressif Ba'as. Le congrès est finalement parvenu à un consensus sur le terme « République démocratique syrienne » et a convenu de travailler dans la direction d'un modèle fédéral pour la Syrie plutôt que vers un modèle centraliste et hiérarchique comme celui du régime Assad.

« Le Conseil démocratique syrien est un parapluie politique démocratique national syrien qui est constitué d'un groupe de pouvoirs politiques syriens, de partis, d'entités populaires et culturelles et de personnalités nationales… Le CDS vise à mettre en place un système politique fédéral par la mise en œuvre du principe de décentralisation, adopté par le conseil, et à s'éloigner du système centralisé autoritaire et totalitaire [du régime Assad]. »

Règlement intérieur du Conseil démocratique syrien

La CDS a soutenu le développement de l'administration démocratique de Manbij, Tabqa, Raqqa et Deir-ez-Zor après leur libération de l'État islamique par les FDS. Lors d'un congrès du CDS en juillet 2018, la décision a été prise de créer l'Administration autonome pour mener à bien le travail de développement des communes, des conseils et du confédéralisme dans chaque région. Cela a permis au CDS de se concentrer sur son rôle d'organe politique plutôt qu'administratif.

Comment le CDS est organisé

Le CDS comprend trois organes principaux : le Conseil exécutif, le Conseil politique et la Conférence générale. À bien des égards, le Conseil exécutif assume une fonction de leadership car il est le plus petit et se réunit le plus souvent. Par exemple, la présidente du Conseil exécutif, Ilham Ahmed, a conduit une délégation au Congrès des États-Unis pour discuter de l'invasion turque d'octobre 2019. Néanmoins, ce sont le Conseil politique et la Conférence générale, instances plus larges et plus représentatives qui sont donc considérées comme les organes supérieurs. La Conférence générale ne se réunit qu'une fois par an et



donne lieu à une forme plus directe de participation démocratique, pourtant dépourvue de pouvoir exécutif. Le Conseil politique se réunit tous les mois. Le CDS organise ses travaux à travers plusieurs bureaux : le Bureau d'organisation, le Bureau des femmes, le Bureau des relations extérieures, le Bureau de presse, le Bureau de la jeunesse, le Bureau des finances et le Bureau des archives.

Le CDS est une alliance de partis politiques, d'organisations de la société civile et d'individu·e·s. Les membres du CDS représentent toutes les composantes de la société du nord et de l'est de la Syrie : Arabes, Kurdes, Syriaques-Assyrien·ne·s, Arménien·ne·s, Circassien·ne·s, Tchétchènes et Turkmènes. Les personnes qui souhaitent rejoindre le CDS en tant qu'individu·e·s doivent faire une demande écrite présentant l'objectif de cette requête. Un groupe au sein du CDS mène alors des recherches sur cette personne. Pour être acceptée comme membre, chaque personne doit accepter les principes du CDS, tels que le système de coprésidence, travailler pour la résolution de la crise syrienne et être de nationalité syrienne. La personne n'a pas besoin d'être résidente en Syrie, car elle peut participer aux réunions à travers une plateforme numérique.

La Conférence générale

La Conférence générale (également appelée « Conseil général ») est l'organe suprême du CDS. Elle se réunit une fois par an et rassemble des délégations des partis politiques participants, des organisations et des institutions de la société civile, ainsi que des membres individuel·le·s du CDS. La Conférence générale décide des lignes politiques plus larges du système politique, mais a moins d'attributions en termes de pouvoir législatif ou exécutif. Riad Dirar (un arabe) et Amina Omar (une kurde) sont actuellement les coprésident·e·s de la Conférence générale.

Le Conseil politique

Le Conseil politique est composé de représentant·e·s de toutes les composantes du CDS représentées à la Conférence générale. Les coprésident·e·s de la Conférence générale, Amina Omar et Riad Dirar, sont également coprésident·e·s du Conseil politique, et l'ensemble du Conseil est composé de 80 à 90 personnes. Il remplit des fonctions législatives et exécutives et se réunit tous les mois. Les membres comprennent un·e représentant·e de chaque parti politique, les coprésident·e·s du Conseil exécutif, des représentant·e·s de la société civile et des membres individuels. Afin de constituer le quota de 40% de femmes, un parti peut envoyer une deuxième représentante s'il n'est initialement représenté que par un homme.

Le Conseil exécutif

Le Conseil exécutif (également appelé Conseil présidentiel ou Organe présidentiel) est composé de 13 à 15 membres : les coprésident·e·s de chaque Bureau, les deux coprésident·e·s du Conseil politique et la présidente, actuellement Ilham Ahmed. Il se réunit tous les 15 jours ou plus fréquemment si nécessaire, en tant qu'organe exécutif de direction du CDS. Il suit la mise en œuvre des décisions de la Conférence générale et du Conseil politique et supervise les travaux des bureaux et comités du CDS. Les membres du Conseil exécutif sont élus par le Conseil politique pour un mandat d'un an et sont responsables devant le Conseil politique et la Conférence générale du CDS.

Le CDS était initialement basé à Dirbesiyé mais a ensuite été transféré à Ain Issa lorsque la ville a été libérée de l'État islamique. Cette décision a été prise pour que le siège social



du CDS soit situé dans un endroit plus central et plus facilement accessible, ainsi que pour clairement placer le siège du projet confédéral démocratique en dehors des zones traditionnellement kurdes. Cependant, depuis octobre 2019, Ain Issa est devenue l'un des premier fronts de la résistance à l'invasion turque. En résultat, la plupart des bureaux du CDS et de l'Administration autonome ont été déplacés à Raqqa. Le CDS dispose également de centres supplémentaires dans différentes villes du nord et de l'est de la Syrie, chacun étant géré par deux coprésident·e·s, l'un du Bureau d'organisation et l'autre du Bureau des femmes. Les centres sont situés à Qamishlo, Dirbesiyé, Hasakah, Ain Issa, Alep, Shehba et Tirbesipiyé. Il existe des bureaux internationaux à Washington, à Vienne, à Soulemaniyé (Kurdistan irakien) et en Égypte. Le travail est également effectué par des membres basé·e·s à Damas, en Europe et au Moyen-Orient. Riad Dirar, coprésident du CDS, est un Arabe de Deir-ez-Zor et est basé à Vienne et la vice-présidente, Majdolin Hassan, travaille également depuis l'Europe.

Rôles et responsabilités

Le but du CDS est d'œuvrer pour une Syrie confédérale et démocratique à travers des discussions, la recherche d'un consensus et la diplomatie. Le CDS se présente comme une alternative au Conseil national syrien, qui a été critiqué pour être sous l'influence des islamistes tels que les Frères musulmans, ainsi que du gouvernement de la Turquie, où ils sont basés. Comme le Conseil national syrien, le CDS s'oppose au régime d'Assad. La CDS affirme son objectif de rassembler une coalition de forces démocratiques en Syrie pour construire le mouvement en vue d'une solution politique démocratique pour le pays. Le conseil se concentre sur le « dialogue Syrie-Syrie » pour envisager un avenir pour la Syrie, rejetant le cadre dominant dans lequel des puissances internationales telles que la Russie, la Turquie ou les États-Unis décident du sort de la région. Trois conférences ont déjà eu lieu dans le cadre de ce processus.

Ce processus de « dialogue Syrie-Syrie » comprend également des réunions avec des partis d'opposition et des personnalités qui ne s'engagent pas dans le système du CDS, que ce soit en Syrie ou en diaspora. À travers ces réunions, les membres du conseil affirment qu'ils et elles cherchent à comprendre les critiques et les réserves de celles et ceux qui ne participent pas au système, et à construire la compréhension et l'unité. Des réunions ont également été organisées en Syrie avec différents secteurs de la société. Par exemple, une réunion a été organisée à Ain Issa en mai 2019 qui a réuni des membres du CDS et 5000 chefs de tribus arabes. Le conseil prévoit d'organiser une grande conférence visant à réunir 2000 intellectuel·le·s pour développer des idées et des solutions aux défis auxquels la Syrie est confrontée. Le CDS vise également à rassembler les organisations dans une « Conférence nationale de la Syrie » pour construire une vision politique unifiée de la Syrie, renforcer le mouvement pour une Syrie démocratique et fédérale et faire avancer la cause de leur participation aux pourparlers de Genève où serait rédigée une nouvelle Constitution pour la Syrie. Cependant, le processus officiel de rédaction d'une nouvelle Constitution syrienne a récemment commencé sans la représentation des structures confédérales

« Nous n'accepterons pas une situation comme avant, lorsque le parti de Ba'as faisait les lois, divisait et détruisait. Nous voulons que la Constitution soit modifiée, nous voulons l'acceptation formelle des Kurdes, des Syriaques et des Assyriens... afin que nous puissions prendre notre place dans une nation diversifiée. Nous n'acceptons pas la politique syrienne sans une place pour tous les peuples de la Syrie. »

Jihat Omar, coprésident du Bureau des relations extérieures du Conseil démocratique syrien



de la Syrie du Nord et de l'Est et avec seulement l'inclusion nominale des minorités kurdes à travers l'ENKS. Les organisations de femmes de la Syrie du Nord et de l'Est n'y sont pas non plus incluses.

Le rôle diplomatique du CDS

Le CDS joue un rôle diplomatique tant en Syrie qu'au niveau international. En octobre 2019, à la suite de l'invasion turque, une délégation dirigée par Ilham Ahmed, présidente du Conseil exécutif, s'est rendue aux États-Unis. La délégation a rencontré des membres du Congrès américain le 22 octobre pour discuter de l'avenir de la Syrie du Nord et de l'Est. Des délégations du CDS ont également rencontré des représentant·e·s de différents gouvernements à travers l'Europe et des membres du CDS ont assisté à des réunions dans des pays du monde entier, notamment en Australie, au Liban et en Tunisie.

Le CDS est l'entité politique engagée dans les négociations avec le régime syrien sur l'avenir des relations de la Syrie du Nord et de l'Est avec le gouvernement syrien. La position du conseil jusqu'à présent a été en faveur de l'intégration au sein de l'État syrien, mais dans un système fédéral avec une certaine autonomie et avec des garanties de respect pour tous les groupes ethniques et religieux vivant en Syrie.

L'incorporation des FDS dans l'armée syrienne a été un sujet contesté entre le CDS et le gouvernement syrien dans les discussions sur une éventuelle intégration des systèmes politiques. Pendant longtemps, le maintien des FDS en tant que force militaire distincte a été présenté comme non négociable par le CDS, car « sans forces de défense, comment devrions-nous être en mesure de protéger notre peuple et notre vision politique ? » (Jihat Omar, coprésident du Bureau des Relations Extérieures du CDS). Bien que le CDS ait perdu un pouvoir de négociation important en raison de l'invasion turque, il continue d'affirmer que « l'autonomie des FDS dans la région qu'elles protègent » (Commandement général des FDS, 30 octobre 2019) doit être maintenue, bien qu'elles puissent concéder un certain degré d'intégration.





TEV-DEM : SYNDICATS ET CONTRE-POUVOIR



Historique et changement de rôle

Le TEV-DEM a été fondé en 2011 pour construire le système démocratique des communes et des conseils. C'est le rôle qu'il a joué dans le système précédent, dans les trois premiers cantons : Afrin, Jazira et Kobani. Dans les régions de Manbij, Raqqa, Tabqa et Deir-ez-Zor, cependant, le CDS a assumé le rôle de mise en œuvre du système confédéral démocratique dans toute la société. A la conférence du TEV-DEM du 27 août 2018, le nouveau rôle du TEV-DEM est devenu celui d'organiser la société civile, notamment par le biais des syndicats.

« Après avoir travaillé à la création des communes, nous avons confié cette responsabilité à l'Administration autonome et, lors de ce congrès [en 2018], nous sommes devenus le troisième pouvoir, organisant ces tranches de la société civile qui n'étaient pas encore organisées. »

Ferhan Daoud, coprésident du TEV-DEM Hasakah

Le travail du TEV-DEM

Zelal Jeger, coprésidente du TEV-DEM, a décrit son nouveau rôle comme suit : « Le TEV-DEM organise la société en dehors de l'Administration autonome, mais notre objectif n'est pas de tenir un rôle d'opposition. Nous ne sommes pas contre l'Administration autonome, parce que notre gouvernement n'est pas un État, notre pensée n'est pas comme celle de l'État. Si les gens ont des plaintes, nous écrivons les protestations de la société et nous les envoyons à l'Administration autonome – nous les critiquons. Nous jouons donc un rôle complémentaire à celui de l'Administration autonome, au sein du système de la nation démocratique. Mais si l'Administration autonome ne nous écoute pas, nous enverrons un message – nous créerons une révolte. »

Le TEV-DEM fonctionne comme une organisation parapluie et une assemblée pour toutes les organisations de la société civile, telles que les syndicats et certaines associations civiles, comme la Maison des Ezidis. Son rôle s'étend également à l'organisation des personnes qui ne font pas partie de ces organisations et à la défense de leurs droits. Le TEV-DEM agit comme un contre-pouvoir à l'Administration autonome, « l'empêchant de se reproduire en tant qu'État et protégeant les valeurs du confédéralisme démocratique ». Au niveau de la Syrie du Nord et de l'Est, le TEV-DEM a deux coprésident·e·s, actuellement Zelal Jeger et Kharib Hisso, et un conseil d'administration de 64 membres.

Un système ascendant

Le TEV-DEM, comme l'Administration autonome, fonctionne selon le système des communes et des conseils, donc des subdivisions du TEV-DEM sont censées exister dans chaque zone correspondant à chaque niveau du conseil de l'Administration autonome. Le but est de résoudre les problèmes au niveau le plus local avant de se référer à un niveau supérieur. Si le problème est plus gobal, il sera traité au niveau approprié. Au niveau interrégional de la Syrie du Nord et de l'Est, le TEV-DEM fonctionne par le biais de son Conseil d'administration, de 64 membres, ainsi que celui de bureaux. Cela comprend un Bureau des femmes qui organise les femmes dans les syndicats et se concentre sur les problèmes des femmes dans l'économie locale.

Localement, le TEV-DEM tient des réunions deux fois par mois avec les coprésident·e·s de tous les syndicats, qui répondent et rendent compte de leur travail, et discutent des propositions. Des critiques, des suggestions et des problèmes sont soulevés lors de la réunion, puis sont portés au niveau supérieur. Chaque mois, il y a une réunion de chaque assemblée



régionale du TEV-DEM. Tous les trois mois a lieu une réunion du Conseil d'Administration. Les coprésident·e·s des syndicats et des sept régions siègent à l'Assemblée de la Syrie du Nord et de l'Est et présentent des rapports sur leurs domaines de responsabilité. Dans cette assemblée, les problèmes, propositions et critiques qui affectent l'ensemble de la Syrie du Nord et de l'Est sont discutés. Des projets qui auraient un impact sur toutes les régions sont envisagés (comme la création de nouveaux syndicats), et des questions plus larges relatifs aux besoins de la société sont discutées.

Étude de cas – le TEV-DEM de la ville de Hasakah

« L'un de nos rôles est de résoudre les problèmes entre les syndicats et les institutions de l'Administration Autonome. Dans un premier temps, nous essayons de parler avec l'institution au niveau local. Mais si on ne trouve pas de solution, alors on se réfère à un niveau supérieur… Et une fois le problème résolu, ils et elles nous font un rapport, expliquant la solution à laquelle ils et elles sont parvenu·e·s. »

Ferhan Daoud, coprésident du TEV-DEM Hasakah

La ville de Hasakah, dans le canton de Hasakah, région de Jazira, est l'une des plus grandes villes du nord et de l'est de la Syrie. Elle est ethniquement mixte, avec principalement des résident·e·s kurdes, arabes et syriaques-assyrien·e·s.

Les Syndicats :
Douze syndicats ont été créés à Hasakah : le Syndicat des travailleurs et travailleuses (distribue à celles-ci des « cartes de travail », 8 000 membres), le Syndicat des chauffeurs et chauffeuses, le Syndicat des intellectuel·le·s et des artistes, le Syndicat des enseignant·e·s (environ 3 000 membres), le Syndicat des commerçant·e·s, le Syndicat des travailleurs et travailleuses industriels, le Syndicat des avocat·e·s, le Syndicat des médecins, le Syndicat des travailleuses et travailleurs agricoles, le Syndicat des constructeurs et constructrices, le Syndicat des pharmacien·ne·s et le Syndicat des ingénieur·e·s.

Rôle et responsabilités du TEV-DEM à Hasakah :
Le TEV-DEM à Hasakah coordonne les syndicats et agit en tant qu'organisme assurant la supervision et le soutien pour les questions liées au travail. Le TEV-DEM travaille à renforcer les syndicats existants ainsi qu'à en créer de nouveaux. Cela consiste souvent à organiser des réunions de voisinage pour expliquer le travail du TEV-DEM et discuter de la manière dont les gens peuvent défendre leurs droits en tant que travailleurs et travailleuses et s'organiser. Le TEV-DEM veille également sur le travail et fonctionnement au quotidien des syndicats, en cherchant à résoudre les problèmes.

L'association TEV-DEM de la ville aborde également des questions plus larges, telles que l'identification et l'enquête sur les cas de travail d'enfants. Pour chaque cas qu'elles rencontrent, les militant·e·s du TEV-DEM cherchent à permettre à l'enfant de retourner à l'école et s'assurent que les employeurs comprennent la gravité du problème. Elles cherchent également des moyens de soutenir économiquement la famille de l'enfant si nécessaire et que cela est la cause du travail de l'enfant. Elles soutiennent également la communication et la coordination sur des initiatives plus importantes, par exemple en facilitant la coordination entre le syndicat des chauffeurs et le conseil local pour réglementer le nombre de services de taxi collectifs sur certaines routes.
Enfin, le TEV-DEM accompagne les personnes en difficulté face à l'emploi. Ils et elles aident les gens à trouver du travail, et de nombreuses femmes viennent au TEV-DEM pour être soutenues dans la recherche d'un emploi. Si un·e travailleur ou travailleuse a été licencié·e, le TEV-DEM peut faire pression sur l'employeur pour qu'il ou elle la réembauche. Par exemple, lorsque des employé·e·s de nettoyage ont perdu leur emploi à la municipalité de Hasakah, le TEV-DEM est intervenu et les a fait réembaucher.



LES FEMMES DANS LE SYSTÈME POLITIQUE DE LA SYRIE DU NORD ET DE L'EST

Le mouvement de libération kurde, qui a joué un rôle central dans la formation du système politique actuel de la Syrie du Nord et de l'Est, a longtemps cherché à se démarquer de la plupart des autres projets de gauche à grande échelle, en plaçant l'égalité des genres non seulement comme un « atout supplémentaire » à ses principes politiques, mais au cœur de ses valeurs et de son idéologie. Même avant le début de la révolution, l'organisation les femmes et l'équilibre de pouvoir entre les genres était une priorité majeure. Le mouvement des femmes en Syrie du Nord et de l'Est s'est appuyé sur l'expérience de décennies de libération des femmes organisée au Kurdistan. Un principe directeur du mouvement est qu' « aucune société ne peut être libre tant que les femmes ne sont pas libres ». Cette croyance semble être acceptée et mise en œuvre – à des degrés divers – dans les structures politiques de la Syrie du Nord et de l'Est.

« Nous voulons mettre les droits des femmes au cœur de tous les pères et tous les hommes. »

Ilham Amare, Maison des femmes de Qamishlo

L'une des fondations du mouvement des femmes de la Syrie du Nord et de l'Est est le principe de l'autonomie des structures des femmes. Cela signifie que chaque institution du système politique et social de la Syrie du Nord et de l'Est – de la commune et lieux de travail jusqu'aux syndicats, conseils régionaux, etc. – disposent d'une structure de femmes parallèle à la structure générale. L'idée derrière ce système est de créer un espace dans lequel les problèmes des femmes soient soulevés et priorisés, afin qu'elles ne soient pas marginalisées à l'instar de ce que s'est produit dans de nombreux autres mouvements sociaux.

Le système politique dans toutes ses branches et à tous ses niveaux fonctionne sur la base d'un système de « coprésidence » dans lequel les postes de direction de la plupart des institutions (en dehors des structures des femmes, qui sont autonomes) sont partagés par un homme et une femme. Il existe également un principe fort de « participation égale », renforcé par un quota de 40 %. Ce quota est fixé dans le Contrat Social et se traduit par une forte présence de femmes dans la plupart des sphères politiques et civiles, avec néanmoins des exceptions. Il est important de se rappeler que la participation des femmes aux institutions mixtes existe en plus de leur large participation dans les structures exclusivement de femmes qui coexistent avec les structures mixtes. Par conséquent, même si leur participation dans un conseil ou comité mixte de genre est au minimum de 40%, à côté de celui-ci il existe presque toujours une structure autonome des femmes, à laquelle elles participent en plus grand nombre.

Le système de coprésidence, les structures autonomes des femmes et le principe de la participation égale représentent un transfert concret de pouvoir aux femmes. Cela indique un engagement à veiller à ce que leur voix soit placées au centre des processus politiques. De nombreuses personnes interviewées – des deux genres – qualifient les femmes de leaders naturelles du nouveau système politique et considèrent les espaces autonomes comme nécessaires pour que les femmes puissent développer leur propre leadership, leur analyse et leur vision.

Les femmes dans le nord et l'est de la Syrie : enjeux principaux

Sous le régime Ba'as, les femmes étaient politiquement marginalisées, laissées sans prises sur la politique et seulement bénéficiaires des droits minimum. Les lois qui existaient pour promouvoir les droits des femmes étaient rarement appliquées. Les structures des femmes liées au mouvement kurde ont été réprimées et ont souvent dû passer à la clandestinité,

comme le Yêkitiya Star (qui a précédé Kongreya Star) et les Maisons des femmes – centres pour la réconciliation et la protection des femmes par la communauté. Des militantes de premier plan comme Ilham Amare de la Maison des femmes de Qamishlo ont été arrêtées ou agressées à plusieurs reprises par le régime.

« Il y a une peur qui a pris racine dans la société. Si vous regardez en arrière à l'époque de Daesh [État islamique], à la façon dont les femmes ont été étouffées, cela a eu un grand effet sur les femmes. Jusqu'à présent, cette peur est présente, et quelque chose est cassé dans leur psyché. »

Ilham Omar, présidente du Bureau des femmes du Conseil démocratique syrien

Le système juridique du gouvernement syrien combine lois laïques et religieuses. Ce sont les tribunaux de la charia qui appliquent les lois relatives au mariage et aux questions familiales. Bien qu'un certain degré d'égalité des genres soit appliqué par le système judiciaire laïque de l'État, le système de justice religieux qui l'accompagne a tendance à discriminer les femmes. Les normes sociales inégales influencent particulièrement le mariage et le droit de la famille, dans lequel le contrat de mariage est conclu entre le père de la mariée et le marié. Le procès de divorce à la demande d'une femme – quoique possible – est beaucoup plus exigeant et bureaucratique que la démarche prévue pour les hommes.

Le système juridique, combiné avec des normes sociales conservatrices, a entraîné une oppression structurelle des femmes dans le nord et l'est de la Syrie, comme ce fut le cas dans toute la Syrie. La polygamie, le mariage des enfants et le mariage forcé étaient légaux, et les femmes pouvaient se retrouver victimes de soi-disant « crimes d'honneur » sans possibilité de recourir à la justice. Les femmes se sont vu refuser leurs droits dans le contexte du divorce, de la garde des enfants et de l'héritage, tandis que la dynamique du pouvoir patriarcal au sein des familles a limité les possibilités pour les femmes de travailler ou de faire des études.

La culture régionale – influencée par une interprétation conservatrice de la religion – érige des barrières « douces » à la libération des femmes, ce qui a un impact tangible sur leur vies même sans que cela transparaisse dans la loi. Peu de femmes travaillaient en dehors de la maison, conduisaient des voitures ou étaient actives dans la sphère publique. Les femmes étaient ainsi marginalisées des espaces publics et jouissaient d'une très faible indépendance économique. Les conceptions communes de « l'honneur » signifiaient que les femmes n'étaient pas en mesure de discuter ou de condamner la violence sexuelle, et les structures sociales basées sur un système féodal les considéraient comme la propriété des hommes, avec le statut juridique effectif d'un enfant.

Les femmes ont également été largement impactées par le colonialisme : à la fois la colonisation du Kurdistan par l'État syrien et la colonisation occidentale du Moyen-Orient. La République arabe syrienne a déprécié la culture et la langue kurde. Les cultures colonisatrices ont glorifié les normes occidentales de beauté et de blancheur tout en attaquant l'apparence, les connaissances et la culture moyen-orientales. En même temps, l'Occident et le Moyen-Orient étaient conceptualisés comme opposés, l'Occident représentant la « libération » et le Moyen-Orient incarnant l' « oppression ». Cela a étouffé l'essor d'une libération des femmes issue d'un contexte moyen-oriental, plaçant plutôt l'égalité de genre comme quelque chose d' « importé » depuis l'Occident.

Siham Qiriyo, du Conseil des femmes syriaques , a déclaré au RIC : « Donner de la force aux femmes syriaques signifie renforcer la communauté syriaque. Le renforcement du lien entre les femmes syriaques et notre pays empêchera notre peuple de fuir vers d'autres pays.





Au cours des 8 dernières années, notre peuple a vécu dans la tristesse. Beaucoup ont fui notre pays. Beaucoup de nos filles et de nos fils sont aussi mort·e·s pour cette terre, ce qui est la situation la plus difficile à laquelle les femmes sont confrontées. »

Alors que le califat de l'État islamique se répandait en Syrie, les femmes et les filles sont devenues des cibles particulières de violence et de viol. Les crimes de l'État islamique – ainsi que d'autres groupes djihadistes qui ont pris le pouvoir pendant la guerre civile syrienne – ont été largement documentés et ont eu un effet durable sur le tissu social du nord et de l'est de la Syrie. L'esclavage, les mariages forcés, les viols et les meurtres ont ciblé des groupes ethniques et minorités religieuses tels que les Ezidis et les chrétien·ne·s syriaques, tandis que les femmes kurdes et arabes de la région ont connu des niveaux comparables de répression et d'exploitation. Bien que des organisations pour les droits des femmes existaient avant la montée de l'État islamique dans la région, la mise en place d'un système politique qui place la libération des femmes au centre a bien eu lieu dans un contexte de résistance à l'État islamique.

Un pas important vers l'égalité de genre a été l'application de la « Loi des femmes », créée en 2014 et qui consacre le droit au divorce et le droit au travail, interdit la polygamie, le mariage forcé et le mariage des mineures. Cette loi est pleinement appliquée dans les régions d'Afrin, Kobani et Jazira mais n'a pas encore été adoptée dans les autres régions. Les hommes employés dans les institutions officielles de la Syrie du Nord et de l'Est ne sont pas autorisés à épouser plus d'une femme, bien que ceux qui ont des mariages multiples préexistants ne soient pas licenciés. En raison de l'occupation turque d'Afrin, la plupart des droits des femmes durement gagnés ont été renversés. Dans les régions où la Loi des femmes n'a pas encore été pleinement adoptée, les militantes disent qu'elles adoptent consciemment une approche lente qui œuvre à un profond changement social, en évitant une imposition des lois par le haut, qui seraient alors rejetées par la société et par les femmes elles-mêmes.

Loi des femmes

« La libération des femmes garantira la création d'une famille et d'une société démocratiques et libres... Le niveau de développement d'une société dépend de la force donnée au rôle des femmes et de leur participation à la construction et au développement de la société. »
Loi des femmes, 2014

La Loi des femmes a été publiée le 22 octobre 2014 par le Bureau des femmes de l'Administration autonome de la région de Jazira pour établir les droits des femmes dans le nouveau système politique. La Loi contient trente points qui consacrent certains droits et interdisent des pratiques jugées oppressives. La Loi a été adoptée par les régions d'Afrin, Kobani et Jazira, mais n'a pas encore été adoptée dans les régions de Manbij, Tabqa, Raqqa ou Deir-ez-Zor. Cependant, les comités de femmes de ces régions ont élaboré des principes et des lois pour leurs régions, ainsi que mené un vaste travail éducatif sur les questions touchant aux femmes.

Les droits et libertés principales consacrées dans la Loi comprennent :
- *Égalité dans tous les domaines de la vie, y compris l'accès au pouvoir politique, l'emploi et les salaires, les droits devant la loi et le système judiciaire, l'héritage et la citoyenneté*
- *Mise en place du système de coprésidence dans chaque institution, garantissant qu'une femme en soit coprésidente.*





- *Interdiction du mariage forcé, du système de dot, de la polygamie, des crimes d'honneur et du mariage des mineures (moins de 18 ans).*
- *Le divorce doit être une décision commune, un homme ne peut pas unilatéralement répudier sa femme. Cependant, en cas de violence ou de mauvais traitements, une femme peut obtenir le divorce sans le consentement de son mari.*
- *En cas de divorce, la mère reçoit la garde des enfants jusqu'à leurs 15 ans, date à laquelle l'enfant peut décider quel parent aura la garde (traditionnellement, la famille de l'homme obtiendrait la garde des enfants et de nombreuses femmes répudiées se sont vues enlever leurs enfants qu'elles ne peuvent parfois même pas visiter).*
- *Interdiction de la violence à l'égard des femmes et du sexisme.*
- *Toute forme de traite et de commerce de femmes et d'enfants est interdite, y compris la prostitution. L'adultère est également interdit.*
- *Les femmes ont le droit d'être représentées par les institutions des femmes au sein des tribunaux et le droit à ce que leur opinion et leur voix soient entendues prioritairement.*
- *Protection des droits des enfants.*
- *Création d'institutions pour soutenir les femmes enceintes et allaitantes, et le droit de toutes les veuves et veufs d'accéder aux soins de santé de base et aux besoins sociaux.*

Ces droits ne sont pas de simples principes abstraits : la Loi des femmes énonce des lignes directrices pour les amendes et les peines de prison pour ceux qui l' enfreignent.

Ouverture d'un nouveau Conseil des femmes dans un village de la région de Raqqa

Les institutions des femmes

La quantité d'énergie allouée pour résoudre la « question des femmes » est visible à travers le grand nombre d'institutions, de conseils et les initiatives qui alimentent le mouvement des femmes de la Syrie du Nord et de l'Est. La différence entre beaucoup de ces organes n'est pas évidente, et, à la surface, le système peut sembler complexe et difficile à qui veut s'y frayer un chemin. Cependant, dans la mesure où la plupart des femmes commencent à s'engager dans le mouvement des femmes à travers leur organisations locales, les structures du système ne présentent pas d'obstacle notable à la participation. Il est possible qu'à mesure que le système mûrit, certaines des fonctions qui se chevauchent seront mieux distribuées.

« Après avoir vécu sous l'oppression pendant des centaines d'années, notre société a été fortement influencée par le patriarcat et la vision du monde des hommes. C'est pourquoi Kongreya Star a été créé... Notre travail a un impact positif. Par exemple, nous fournissons aux femmes subissant des violences domestiques, la possibilité de quitter leur domicile et de gagner l'indépendance financière. »

**Hamida Umma Mohammed,
Kongreya Star de Shehba, région d'Afrin.**

Kongreya Star, le Congrès des femmes

Le Kongreya Star, qui signifie « Congrès des étoiles » (en référence à l'ancienne déesse mésopotamienne Ishtar), est le congrès du mouvement des femmes en Syrie du Nord et de l'Est. Il a été créé en 2004 sous le nom de Yêkitiya Star (Union des étoiles), une organisation clandestine qui cherchait à organiser les femmes à la période de domination du régime Ba'as sur la région. Le Kongreya Star opère sur les principes du confédéralisme, avec des organisations, des comités et syndicats participants. Sa vision est de « développer un Rojava libre, une Syrie démocratique et un Moyen-Orient démocratique, en promouvant la liberté des femmes et le concept de nation démocratique. »

Le Kongreya Star prend des décisions par le biais d'une conférence tous les deux ans, et au moyen de la dévolution du pouvoir décisionnel, à ses divers comités et organes. Il est organisée à travers les communes et les conseils, mais aussi dans les académies, les syndicats, les partis politiques, les coopératives, les associations et les comités. Les femmes s'organisent en tant que Kongreya Star au sein des structures de l'Administration autonome ainsi





qu'à travers d'autres structures telles que l'Union des femmes syriaques (pour les femmes syriaques-assyriennes) et à titre indépendant. Le Kongreya Star organise son travail à travers les comités suivants : Relations diplomatiques, Participation, Médias, Éducation, Municipalités et environnement, Justice, Culture et arts, Affaires sociales, Affaires politiques et Forces collectives d'autodéfense des femmes.

Le Kongreya Star organise et soutient un large éventail d'activités et d'initiatives à tous les niveaux de la société, notamment des manifestations, des programmes de formation, la participation à des partenariats internationaux et la création de coopératives. Bien qu'il ait ses racines dans le mouvement kurde, des mesures sont prises pour inclure les femmes de tous les groupes ethniques vivant dans le nord et l'est de la Syrie. Il a été difficile d'établir une vision et une pratique communes de la libération des femmes dans l'ensemble de la société mais il y a également de nombreux succès concrets.

Coopératives, organisations et éducation

Dans différents secteurs, les femmes ont développé des structures et des associations autonomes qui sont liées principalement au Kongreya Star, mais parfois aussi directement à l'Administration autonome ou au Conseil démocratique syrien. Un exemple est « Sara », une association qui milite contre les violences faites aux femmes et œuvre pour changer les perceptions sociales et éduquer la société. Un autre exemple est la Fondation des femmes (Waqfa Jin), qui a ouvert des jardins d'enfants, des orphelinats et des écoles spécialisées pour les enfants en situation de handicap. Elles offrent également aux femmes une formation pratique en matière de compétences professionnelles.

« Nous devons changer la mentalité capitaliste – qui est une mentalité patriarcale – qui cherche à tirer profit de tout. Mais nous ne pouvons pas permettre à la femme de devenir indépendante de l'homme en se mettant dans une position d'exploitée [dans l'emploi]. Il ne s'agit pas de l'intégrer dans un système capitaliste par le travail, il s'agit de construire un nouveau système économique. »

Arin Khalil, Comité de l'Économie des femmes de Qamishlo

En outre, de nombreux projets sont menés dans le domaine économique : le Comité de l'économie des femmes de l'Administration autonome (Aboriya Jin) et le Kongreya Star ont soutenu la création d'un certain nombre de coopératives des femmes, leur permettant d'acquérir des compétences et de devenir financièrement indépendantes. Il s'agit notamment de boulangeries, de restaurants, d'ateliers de couture, d'usines et des coopératives agricoles. Il est présumé que les coopératives de femmes développeront un mode de travail différent à ceux capitalistes, plus dominants.

Un autre essor intéressant a été celui de la Jineolojî, traduite par « science des femmes ». La Jineolojî est une branche académique qui cherche à développer une méthodologie et une épistémologie de la libération à travers le lien entre la société et les « principes révolutionnaires ». Depuis 2011, la Jineolojî s'est développée dans l'ensemble du mouvement des femmes kurdes. Son objectif déclaré est de contrer les idées préconçues et les méthodes de la science qui ont été construites par une mentalité masculine dominante, aussi bien que « réécrire les connaissances du point de vue des femmes », avec l'objectif ultime d'atteindre « l'émancipation de la société ». En pratique, la Jinéologie travaille à travers des centres de recherche locaux, des institutions et des académies, effectuant des recherches, développant des idées et organisant des séminaires et des programmes de formation.



Jinwar, un village exclusivement réservé aux femmes et à leurs enfants, a été fondé en 2016 près de la ville de Dirbesiyé. Le projet de Jinwar implique la création d'un village où les femmes seules développent la culture, l'économie, la vie quotidienne et la gouvernance. Elles ont construit le village de leurs propres mains, en utilisant des techniques traditionnelles et respectueuses de l'environnement pour bâtir des maisons en argile, une cuisine commune et des jardins. Le village comprend une école, une clinique médicale, une académie, une boulangerie, des troupeaux d'animaux, une boutique, un potager et plusieurs champs pour les cultures. Les femmes organisent la vie du village à travers un conseil communal et participent à la gestion de l'économie collective du village. Cependant, elles et leurs enfants ont dû évacuer le village pendant un certain temps après l'invasion turque d'octobre 2019 en raison des bombardements et de l'avancée militaire des milices armées de la Turquie.

Un vaste réseau de « Maisons des femmes » existe aussi dans le nord et l'est de la Syrie, avec des maisons dans toutes les grandes villes et dans de nombreuses petites villes. Les Maisons des femmes existent pour résoudre les problèmes des femmes, en particulier les problèmes domestiques tels que les violences, les mariages et divorces, et les comportements oppressifs au sein du ménage.

Maison des femmes (Mala Jin)

« Nous ne sommes pas des politiciennes, des juges ou des soldats, mais des mères qui ont perdu nos enfants à cause de l'État islamique. Tout ce que nous voulons, c'est la paix – mais la paix nécessite du travail. »

Ilham Amare, Maison des femmes de Qamishlo

Les Maisons des femmes (Mala Jin) sont des institutions qui font partie du système plus large de justice pour les femmes. Dans les Maisons des femmes, les mères, les jeunes femmes et les grands-mères locales servent de médiatrices. Elles utilisent le dialogue et leur rôle de personnes de confiance pour résoudre les problèmes des femmes, tels que les maris violents, les mariages forcés, les problèmes de santé stigmatisés et la pauvreté. Elles offrent un espace pour la résolution des problèmes qui affectent les femmes, et le font du point de vue des femmes, bien que le processus de recherche d'une solution implique toutes les parties au conflit, y compris les hommes. Toutes les bénévoles des Maisons des femmes sont des femmes qui vivent dans la région où la Maison des femmes opère.

Les Maisons des femmes ont été créées en 2011, avant le début de la révolution. Elles ont été créées en secret, puis sont devenues des institutions officielles lors de la création de l'Administration autonome. Lors de sa création, la Maison des femmes de Qamishlo traitaient 70 à 80 cas par mois, mais maintenant le nombre est plus faible – près de 40 – car de plus en plus des problèmes sont résolus directement dans la société. Des Maisons des femmes ont même été créées dans certains des camps de réfugiés de la région, comme la Maison des femmes du camp d'Ain Issa. La présence d'une Maison des femmes dans le camp d'Ain Issa a fourni un espace dans lequel les femmes du camp – dont beaucoup ont vécu sous le joug de l'État islamique – ont pu trouver des solutions aux problèmes auxquels elles étaient confrontées. Néanmoins, avec les attaques turques contre la Syrie du Nord et de l'Est, le camp d'Ain Issa a été évacué pour une série de raisons : bombardements et affrontements à proximité du camp, soulèvements et évasions massives de détenu·e·s lié·e·s à l'État islamique. Les milices turques ont aussi rompu les barrières du camp tandis que les incendies l'ont en grande partie détruit.

Il y a aussi des gens qui sont fortement opposés à l'institution des Maisons des femmes. La Maison de Deir-ez-Zor a la cible de tirs d'armes automatiques. Elles sont aussi fréquemment appelées « maisons de la destruction » ou « maisons du divorce. ». Malgré cela, les attitudes évoluent lentement et les Maisons des femmes deviennent une partie intégrante et acceptée de la société.

Si une résolution ne peut être trouvée par le biais de la Maison des femmes, l'affaire peut être renvoyée devant un tribunal. Bien que cela reste une possibilité, la Maison des femmes met l'accent sur la recherche de la justice dans les communautés locales avant de recourir à un procès. L'objectif est de trouver des solutions collectivement, de résoudre les problèmes par le dialogue entre les voisin·e·s, les proches et les personnes de référence de la communauté, en apportant une solution et la sécurité pour les femmes impliquées. Les Maisons des femmes fournissent également un soutien plus large au-delà de la résolution des conflits. Les femmes qui quittent une relation violente peuvent acquérir leur propre maison ainsi que des compétences telles que la couture afin de les aider à trouver du travail. Les femmes menacées de violence par des partenaires ou des membres de la famille sont placées dans des foyers sûrs, et il existe également des centres pour enfants dont les familles ne peuvent s'occuper.

Le Bureau des femmes du Conseil démocratique syrien

Le Bureau des femmes du Conseil démocratique syrien existe pour renforcer la représentation et l'organisation des femmes du CDS. Parce que le CDS est un projet politique qui vise à englober toute la Syrie, le travail du Bureau des femmes comprend également l'établissement de relations avec les femmes à travers la Syrie, comme à Damas, Tartous, Alep et Lattaquié, ainsi qu'avec celles en diaspora. L'un des premiers projets du Bureau des femmes du CDS a été de créer le Conseil des femmes syriennes en tant qu'organe des femmes correspondant au Conseil démocratique syrien.

Le travail quotidien du Bureau des femmes du CDS comprend l'organisation d'ateliers et des réunions avec les femmes pour identifier et analyser les défis auxquels elles sont confrontées dans la société. Cela inclut des réunions avec des institutions comme le Kongreya Star ainsi que des femmes de différentes sphères de la société, y compris les universitaires et les intellectuels, mères et travailleuses, des rencontres avec les femmes des chefs de tribus dans les zones arabes. Le bureau souhaite aider au développement de femmes politiques et diplomates, ainsi qu'apporter les connaissances des femmes dans l'arène politique.

« En tant que femmes kurdes, nous nous organisons depuis plus de 30 ans ; mais les femmes arabes n'ont pas eu autant d'opportunités. Elles ont souffert sous le système Ba'as et plus tard celui de l'État islamique. Mais maintenant, quand je vois des femmes arabes, je regagne de l'espoir et du moral. Elles ont un désir en elles, de travailler, de changer. Elles progressent donc beaucoup et très vite... Il y a des femmes qui n'ont jamais quitté le foyer qui laissent maintenant leurs enfants pour assister à des programmes de formation de 20 jours ou qui rejoignent les forces de sécurité, les Asayish... »

Ilham Omar, présidente du Bureau des femmes du Conseil démocratique syrien

Les femmes ont toujours été très actives au sein du CDS, et ont été les premières à établir des bureaux régionaux et commencer le travail. En fait, dans certaines villes où le CDS n'a pas



encore créé de centre local, un Bureau des femmes du CDS est déjà présent. Le Bureau des femmes du CDS dispose de centres locaux ou régionaux à Qamishlo, Dirbesiyé, Hasakah, Alep, Shehba / Afrin, Sheddade, Amudé, Tel Tamer, Tirbesipiyé, Tel Kocher, Deir-ez-Zor et Raqqa. Avant l'invasion turque d'octobre 2019, il y avait également des bureaux actifs à Tel Abyad (Giré Spi), Zirgan et Ain Issa.

Le Conseil des femmes syriennes

Le Conseil des femmes syriennes est une assemblée civile indépendante, créée par le Bureau des femmes du CDS, qui comprend des femmes de tous les partis politiques, des organisations de la société civile et des ONG. La direction du conseil est composée d'une présidente et de deux vice-présidentes. La présidente actuelle est Lina Barakat (une femme arabe) ; une vice-présidente est kurde et l'autre syriaque-assyrienne.

Au sein du Conseil des femmes, il existe un Bureau de la diplomatie, un Bureau juridique, un Bureau des affaires organisationnelles et d'un Bureau de presse. Le Bureau juridique est responsable de la rédaction des lois relatives aux questions des femmes, et le Bureau de la Diplomatie travaille par le biais de représentantes dans des villes comme Damas, Latakia, Homs et Hama. Le bureau central du Conseil des Femmes est à Raqqa, et il existe également des bureaux locaux à Tabqa, Raqqa, Kobani, Deir-ez-Zor, Hasakah, Qamishlo et Rimelan. Avant l'invasion turque d'octobre 2019, des bureaux existaient à Tel Abyad (Giré Spi), Seré Kaniyé (Ras Al-Ain) et au camp de réfugié·e·s d'Al Hol.

« Le Conseil des Femmes Syriennes a été créé pour devenir la voix des femmes syriennes, pour revendiquer leurs droits, pour lutter pour leur liberté et pour restaurer leur position dans tous les domaines de la vie. »

Lina Berekat, présidente du Conseil des Femmes Syriennes

Le Conseil des Femmes a pour objectif de donner du pouvoir et de représenter les points de vue des femmes en Syrie à travers l'organisation des femmes dans la société civile et le travail législatif. Elles disposent d'une académie à Tabqa et organisent des formations et des ateliers dans tout le nord et l'Est de la Syrie pour développer les compétences et la confiance en soi des femmes. Le Conseil tient également des réunions avec des femmes dans des camps de réfugié·e·s et de personnes déplacées, y compris des rencontres avec des femmes liées à l'État islamique détenues dans ces camps.

L'organisation des femmes au sein de l'Administration autonome

Au sein de l'Administration autonome de la Syrie du Nord et de l'Est, les femmes s'organisent de manière autonome du niveau local jusqu'au niveau le plus élevé. Des discussions et des réunions réservées aux femmes sont considérées comme faisant partie intégrante du système politique au sens large. Au sein de chaque conseil de commune, de district, de canton et de région, il existe un Conseil des femmes correspondant, et chaque organe dispose de

« Le Conseil des femmes est une assemblée politique parapluie qui protège les droits sociaux et culturels. Des représentantes d'organisations de femmes, de partis politiques, de conseils civils et d'associations civiles, des militantes indépendantes et des jeunes femmes y participent. »

Jiyan Ibrahim Hussein, membre du Comité de Coordination du Conseil des femmes de la Syrie du Nord et de l'Est

coprésident·e·s, un homme et une femme. Outre le système d'administration, il existe de multiples institutions, organisations et initiatives qui ont été créées pour renforcer la qualité de la vie des femmes, leur leadership dans la société et leur pouvoir politique et économique. Les femmes de différents groupes ethniques et religieux s'organisent également de manière autonome par le biais de ces groupes. Par exemple, les femmes syriaques-assyriennes s'organisent à travers le Conseil des femmes syriaques. L'Administration autonome dispose aussi d'un Bureau des femmes qui coordonne et soutient ce travail.

Le 14 juin 2019, le Conseil des femmes de la Syrie du Nord et de l'Est a été créée par l'Administration autonome de la Syrie du Nord et de l'Est en tant que structure des femmes correspondante. Le Comité de coordination du conseil est composé de femmes représentant un éventail de partis politiques, de régions, de groupes ethniques et religieux et d'organisations de femmes, ainsi que de certaines femmes possédant une expertise ou une expérience réelle.

Attaques contre des femmes dans le contexte de l'invasion turque

« Chaque jour, les femmes d'Afrin sont confrontées à des viols et des mariage forcés de jeunes filles âgées de 11 ou 12 ans. Il y a plusieurs jours, une jeune femme de ma région s'est donnée la mort. Elle s'est suicidée, plutôt que d'être violée. Les femmes d'Afrin, Jarabalus, Azaz, Bab, et Idlib sont amenées à Azaz et vendues. Des ami·e·s à moi à Afrin ont été témoins de cela de leurs propres yeux. »

Hamida Umma Mohammed, ancienne résidente d'Afrin

Avant l'invasion turque de la région d'Afrin en 2018, les femmes jouissaient d'un haut-niveau d'égalité, avec la mise en place de structures autonomes des femmes, du système de coprésidence et le soutien aux initiatives des femmes mises en place dans toute la région. L'invasion et l'occupation turque de la région d'Afrin ont entraîné un déclin considérable des droits, de conditions de sécurité et de la représentation des femmes.

Beaucoup de milices turques, qui y ont été installées par le gouvernement turc, contrôlent maintenant la région, cherchent à établir un nouveau califat islamique. Avec le soutien financier, militaire et organisationnel de la Turquie, les milices imposent et appliquent des lois basées sur des principes islamistes conservateurs. Rappelant les atrocités commises sous le califat de l'État islamique en Syrie et en Irak, des rapports font état de femmes et d'enfants enlevé·e·s, acheté·e·s et vendu·e·s sur les marchés. Des témoins oculaires font également état de violences et de menaces de violence contre des membres de leur famille, utilisées pour forcer des femmes à se soumettre à des agressions sexuelles. Des récits décrivent également des punitions brutales pour des violations du code vestimentaire imposé – le port du voileen public. De nombreuses femmes ne quittent pas la maison par crainte d'être punies ou enlevées.

Dans le cadre de l'opération turque actuelle contre la Syrie du Nord et de l'Est, les femmes sont également la cible directe de violences. Certaines ont été exécutées, comme la politicienne Hevrin Khalaf et les travailleuses médicales Mediya Khalil Issa et Sozgin Khalil, ont subi des abus, comme la combattante des YPJ Çiçek Kobani, ou ont eu leurs cadavres mutilés, comme dans le cas d'Amara Renas. Des vidéos documentent les milices turques utilisant un langage misogyne tout en humiliant et en raillant

des femmes, allant jusqu'à maltraiter les cadavres des combattantes des YPJ. Des informations en provenance de Tel Abyad (Giré Spi) indiquent qu'il est interdit aux femmes de quitter leur maison sans porter de voile intégral et d'être accompagnées par un homme. Des enlèvements de jeunes femmes ont également été signalés, ce qui fait écho à l'expérience d'Afrin.

La majorité des personnes déplacées par le conflit sont des femmes et des enfants. Les expériences de migration des femmes sont aggravées par leur genre, les femmes enceintes et allaitantes étant forcées de fuir leur domicile et de survivre dans des abris temporaires surpeuplés et sans nourriture adéquate. Des récits de femmes contraintes d'accoucher sur la route ou pendant que leurs quartiers se faisaient cibler par des bombardements et des frappes aériennes ont été largement partagés.



Les femmes dans les forces de défense

**« Le droit de légitime défense est sacré et ne doit pas être restreint.
La loi garantit à chaque personne le droit à la justice. »**

Article 31, Contrat Social de la Fédération démocratique du Nord-Est de la Syrie, 2016

La transformation sociale du nord et de l'est de la Syrie ces dernières années a notamment connu une participation élevée des femmes dans les diverses forces militaires et de défense.

Forces militaires et d'autodéfense en Syrie du Nord et de l'Est

Il y a plusieurs forces militaires et d'autodéfense en Syrie du Nord et de l'Est.

Forces démocratiques syriennes (FDS)
Les FDS constituent la principale force militaire unifiée de la Syrie du Nord et de l'Est, qui ont été créées pour rassembler les différentes forces combattant l'EI à la suite de la bataille de Kobani. Les Forces de défense du peuple (YPG) et les Forces de défense des femmes (YPJ) étaient les composantes les plus importantes des forces fondatrices, qui comprenaient également le Conseil militaire syriaque, les Gardes du Khabour et des forces arabes. Cependant, les FDS sont depuis devenues une force à majorité arabe, suite à l'intégration de nombreuses forces arabes locales. Le commandement supérieur reste néanmoins principalement kurde. Il existe également de plus petites composantes arménienne, turkmène et tchétchène. Les FDS sont explicitement instituées en tant que force d'autodéfense et n'ont pas le droit de prendre part à des actions purement offensives, comme l'attaque d'un territoire situé en dehors du nord et de l'est de la Syrie.

Conseils militaires locaux
Les FDS ont également soutenu la création de conseils militaires locaux afin de décentraliser le pouvoir militaire et de renforcer la responsabilité locale. Cette tendance s'est poursuivie tout au long de 2019, avec la création de conseils militaires à Kobani, Seré Kaniyé (Ras Al-Ain), Tel Abyad (Giré Spi), Qamishlo et Deir-ez-Zor, entre autres. La transfert de pouvoir par dévolution des FDS aux conseils militaires locaux faisait également partie du retrait des FDS de la zone frontalière entre la Syrie et la Turquie, négocié avec les États-Unis en août 2019, avant l'invasion turque.

Forces de sécurité intérieure – Asayish
Les Asayish sont les forces de sécurité intérieure de la Syrie du Nord et de l'Est. Leur rôle le plus visible est de gérer les checkpoints à l'intérieur et entre les villes. Elles sont aussi responsables de la réponse générale aux incidents, y compris dans la prévention et la réaction aux attaques de l'État islamique. Elles comptent également un service de renseignement, des unités antiterroristes, de gardien·e·s de prison et de contrôle de la circulation. Il existe en outre des forces de sécurité internes syriaques-assyriennes autonomes, comme les Sutoro qui opèrent à Derik, Qamishlo et Hasakah, et les Nattoreh, dans la vallée du Khabour.



« La mission des Asayish est de protéger le peuple – nous ne voulons pas reproduire le modèle de l'État où la police est principalement utilisée pour réprimer le peuple. Dans nos académies, nous leur disons : 'vous vous occupez de ce checkpoint ou vous gardez ce bâtiment pour servir le peuple – vous n'avez pas le droit d'opprimer le peuple'. Nous rencontrons bien sûr quelques difficultés. Certaines personnes obtiennent un uniforme et pensent 'Ah, maintenant c'est moi le boss'. Mais nous n'acceptons pas cela, nous leur disons, 'au checkpoint, vous devez sourire aux gens, dire "bienvenu·e"' ».

Amin Saleh, vice-président de la Commission de l'intérieur de l'Administration autonome

Forces de défense civile (HPC)

Outre les forces militaires et de sécurité professionnelles, il existe des forces de défense civile organisées au niveau local à travers les quartiers et les villes. Ces forces, appelées HPC, sont composées de volontaires qui participent à la défense de leurs quartiers en tant que force locale, effectuant des quarts de nuit et de jour et intervenant dans des conflits violents. Les HPC sont responsables de sécurité pour les événements publics, tels que les manifestations et les fêtes, et gardent la plupart des bâtiments publics, tels que les hôpitaux. Elles sont organisées au niveau municipal.

Devoir d'autodéfense / Forces d'autodéfense (HXP)

Le « devoir d'autodéfense » est la conscription militaire en Syrie du Nord et de l'Est. Chaque personne du sexe masculin est tenue d'accomplir 12 mois de service, bien que des dispenses soient accordées si un enfant de la famille a été tué ou si cela ne laisse personne d'autre pour subvenir aux besoins économiques de la famille. L'année de service comprend l'entraînement en autodéfense générale, des formations militaires et politiques, ainsi que l'affectation à un poste de défense générale. Ceux et celles qui sont enrôlé·e·s sont rarement affecté·e·s sur la ligne de front. Le plus souvent, ils et elles servent en tant que deuxième ligne et rôles de soutien, par exemple sur les checkpoints, comme cela a été le cas jusqu'à présent dans la défense contre l'invasion turque. De fait, en comparaison avec les forces régulières, très peu de membres des HXP sont mort·e·s au combat depuis le 9 octobre. Cette force a toujours été majoritairement masculine, bien qu'un petit nombre de femmes y aient participé sur une base volontaire. Une académie de femmes a récemment été créée pour les femmes qui souhaitent effectuer leur « devoir d'autodéfense ». Néanmoins la plupart des femmes souhaitant participer aux forces d'autodéfense armées rejoignent les YPJ.

Unités de défense des femmes (YPJ)

Les Unités de défense des femmes, plus communément appelées YPJ (Yekîneyên Parastina Jin), ont attiré l'attention du monde entier grâce à leur rôle de premier plan dans la défense de Kobani contre l'État islamique et dans la défaite ultérieure du califat de ce dernier. Les femmes ont premièrement créé des unités exclusivement féminines au sein des YPG puis ont établit les YPJ : d'abord dans la région d'Afrin en avril 2013, puis dans les cantons de Kobani et de Jazira, peu après. Les YPJ et les YPG font tous les deux partie des Forces démocratiques syriennes et donc rendent comptes au Conseil démocratique syrien. En 2017, les combattantes représentaient entre 35 et 40% des YPJ-YPG dans leurs ensemble, et les commandantes des YPJ





étaient responsables des unités réservées aux femmes et des unités mixtes.
Les YPJ ont joué un rôle central dans la plupart des combats contre l'État islamique et les forces turques. Il y a des femmes à des postes de commandement dans chaque bataille, et bon nombre des combattant·e·s qui ont été tué·e·s au combat sont des femmes. La plupart des femmes des YPJ sont jeunes et célibataires, mais les femmes mariées ou ayant des enfants peuvent rejoindre certaines divisions. Rejoindre les forces armées est aussi un moyen pour les jeunes femmes d'échapper au mariage forcé ou aux situations familiales oppressives. Bien que les femmes doivent avoir plus de 18 ans pour rejoindre les unités militaires du YPJ, il y a régulièrement des femmes plus jeunes qui tentent de les rejoindre afin d'échapper à des situations domestiques dangereuses. Face à cette situation, des académies ont été créées qui acceptent les filles âgées de 16 à 18 ans. Elles peuvent y vivre et recevoir une éducation et un soutien, mais ne remplissent aucun rôle militaire.

Unités des femmes syriaques-assyriennes
Il existe des unités de femmes au sein des forces syriaques-assyriennes parmi les FDS. Les Forces de protection des pemmes Bethnahrin (HSNB) ont été fondées en 2015 et opèrent au « Gozarto », le terme syriaque-araméen pour la région de Jazira. L'unité des femmes des Gardes de Khabour opère dans la vallée du Khabour, autour de la ville de Tel Tamer. Les deux forces s'organisent de manière autonome dans le cadre du Conseil militaire syriaque et des Gardes du Khabour. Elles sont membres des FDS et bien que leur nombre soit relativement faible, elles ont participé activement à la protection des villages syriaques-assyriens de la vallée du Khabour lors de la dernière offensive turque.

Forces de sécurité intérieure des femmes – Asayisha Jin
Les forces de sécurité intérieure de la Syrie du Nord et de l'Est sont organisées en plusieurs branches, dont la plus visible est celles des Asayish. Les « Asayisha Jin » en constitue la division des femmes. Elles sont responsables des checkpoints entre les villes et à leur intérieur, des opérations de recherche et d'arrestation, et peuvent participer aux opérations militaires, en particulier en milieu urbain. Les femmes peuvent s'adresser directement aux Asayisha Jin dans des cas tels que de violence domestique, ce qui est particulièrement important puisque dans la culture locale il est pratiquement inconcevable que les femmes signalent des formes plus intimes de violence et d'abus au personnel masculin de sécurité. Les femmes syriaques-assyriennes s'organisent également au sein des forces de sécurité intérieure Sutoro et Nattoreh.

Forces de défense civile des femmes – HPC Jin
Les HPC Jin, la division des femmes des HPC, est principalement composée de mères et de grands-mères plus âgées, mais aussi de jeunes femmes. Elles participent à toutes les tâches générales du HPC, et un effort est fait pour que les HPC Jin soient en charge de la garde des bâtiments et des réunions des conseils et des institutions des femmes. Les HPC Jin sont considérées comme mieux adaptées à une intervention dans les conflits domestiques dans lesquels une femme pourrait être dans une position sensible ou vulnérable. Les HPC Jin ont également participé volontairement à des opérations militaires aux côtés des YPJ-YPG et FDS, notamment contre l'État islamique et lors de la défense d'Afrin ou de Seré Kaniyé.





L’impact de l’invasion turque sur le système confédéral

L’invasion et l’occupation par la Turquie de plus de 5 000 kilomètres carrés autour de Tel Abyad (Giré Spi) et Seré Kaniyé (Ras Al-Ain) ont posé des sérieux défis au système politique de la Syrie du Nord et de l’Est. En plus de mettre à rude épreuve les ressources financières déjà limitées afin de financer la mobilisation militaire pour l’autodéfense, l’impact humanitaire des attaques a été à la fois tragique et onéreux. L’Administration autonome se charge actuellement de l’essentiel du soutien financier et logistique aux populations déplacées, car le gouvernement syrien entrave les opérations des Nations Unies pour prendre la responsabilité sur les camps de réfugié·e·s. En même temps, de nombreuses ONG internationales considèrent la région trop explosive pour pouvoir y travailler.

L’instabilité causée par la guerre et l’évasion de centaines de détenu·e·s lié·e·s à l’État islamique ont aidé à la résurgence de celui-ci. Parmi les personnes tuées pendant les attaques turques et de l’État islamique figurent des personnels de santé, des militant·e·s des médias et des cinéastes, des travailleurs et travailleuses humanitaires et plus de 250 civil·e·s (selon l’ONG locale « Institut des Droits Humains – Jazira »). Ces décès – et les dégâts matériels causés par les bombardements et les frappes aériennes – s’ajouteront au fardeau financier et psychologique des futures générations.

Dans un sens plus immédiat, le siège du Conseil démocratique syrien et de l’Administration autonome – à Ain Issa – a dû être évacué en raison des frappes aériennes, des bombardements et des attaques au sol. Les administrations de Seré Kaniyé (Ras Al-Ain) et de Tel Abyad (Giré Spi) ont également été déplacées de leurs villes mais tentent de continuer à organiser et à soutenir les anciens résident·e·s à travers les bases temporaires et respectives de Hasakah et Raqqa. De nombreuses institutions de l’administration ne fonctionnent pas et d’innombrables projets, services, formations et centres ont interrompu leur travail.

« Ce projet n’est pas seulement pour la Syrie du Nord et de l’Est, c’est un pas en avant pour toute l’humanité, contre le terrorisme, contre les systèmes despotiques et oppressifs, contre des systèmes d’oppression partisans et étatiques. Un système démocratique peut servir le peuple, servir l’humanité, et en tant que tel, la Syrie du Nord et de l’Est est un exemple important pour le monde entier. »
Hediya Yousef, Comité de Coordination du Kongreya Star





CONCLUSION

Le système démocratique en Syrie du Nord et de l'Est : défis et évaluations

Le système politique de la Syrie du Nord et de l'Est – bien qu'enraciné dans des décennies d'organisation politique et des siècles de structures sociales – reste encore extrêmement nouveau. Il vise à emprunter une nouvelle voie politique et à créer une forme inédite de gouvernance qui brise la division entre « société » et « gouvernement ». En outre, il le fait tout en étant confronté à de graves menaces de la part de l'État islamique et de la Turquie et à l'hostilité politique du gouvernement régional kurde en Irak et du régime syrien soutenu par la Russie. Bien qu'il reste à voir si le système politique de la Syrie du Nord et de l'Est est en mesure – comme il le prétend – d'offrir une solution aux crises politiques et économiques auxquelles sont confrontés les systèmes politiques dominants à l'échelle mondiale, il a au moins dépassé le stade de l'expérimentation politique pour s'incarner en tant que réalité politique.

Le système politique confédéral est encore dans une phase de résolution des problèmes et reste confronté à des défis internes ainsi qu'à des menaces externes. Il est important de noter qu'il existe également une énorme diversité dans le fonctionnement du système en raison de la décentralisation du pouvoir et du large degré d'autonomie dont jouit chaque région. En effet, pour avancer, le système politique bénéficierait de plus d'échanges entre les différentes régions afin qu'elles puissent comparer et apprendre des expériences des unes et des autres. Ceci contribuerait à accélérer la courbe d'apprentissage dans le développement de mécanismes efficaces de gouvernance confédérale.

L'un des domaines clés à développer reste celui des communes. Comme le système communal est la pierre angulaire du système, il est essentiel qu'à travers l'éducation, le soutien et le développement de la culture politique, il puisse mieux accomplir ses objectifs. Actuellement, il n'y a pas assez de personnes qui participent activement au système communal pour qu'il remplisse sa fonction de générateur des décisions démocratiques à travers le système confédéral. Bien que l'initiative actuelle visant à renforcer le système communal contribuera à résoudre ce problème, beaucoup plus d'éducation et de soutien institutionnel sont nécessaires.

L'approche inconsistante vis-à-vis des élections est une autre lacune du système démocratique. Bien que cela puisse être en partie attribué aux diverses menaces à la sécurité – les invasions turques de 2018 et 2019, et les menaces continues de l'État islamique – qui ont perturbé le déploiement complet du processus électoral, il existe également des lacunes structurelles qui doivent être dépassées. La situation est en outre troublée par le refus de certains partis politiques de participer au système. Le système électoral combine des formes de démocratie directe et de démocratie représentative, ainsi qu'un système « avec partis » et un système « sans partis », d'une manière qui sape les forces respectives de chaque système. Il en résulte une approche plutôt superficielle des élections, dans laquelle les élu·e·s ne sont ni vraiment « représentatif·ve·s » ni directement choisi·e·s par le peuple. Comme dans tout système politique, il y a eu des cas de corruption et d'abus de pouvoir par des personnes au sein du système.



Il y a de nombreux domaines dans lesquels le système politique doit se développer pour être à la hauteur des objectifs qu'il s'est donné. Bien que des progrès énormes aient été accomplis en termes d'égalité de genre, de nombreuses femmes du nord et de l'est de la Syrie subissent toujours des graves privations et d'un manque d'accès à des opportunités de développement. De même, bien que le niveau de vie se soit amélioré et les inégalités sociales aient diminué, il existe toujours un système de classe qui se perpétue à travers l'éducation, les pratiques commerciales et le regroupement social.

Dans le domaine de l'écologie, le système politique s'est fixé des objectifs admirables mais qui n'ont que peu de réalité pratique. De nombreux projets ont été mis en place, notamment dans le domaine des coopératives agricoles, mais l'évolution en terme d'infrastructures de base comme le traitement de l'eau et de déchets, les combustible, l'énergie et les normes de construction, reste encore à venir. L'Administration autonome a pris des mesures cruciales pour identifier les domaines de développement et des partenaires internationaux, mais il manque souvent la capacité institutionnelle, les financements et l'expertise nécessaires pour passer à l'action.

La question de la participation de toutes les ethnies, religions et cultures restera centrale au succès futur du système politique. Il jette les bases de l'inclusion multiethnique et multireligieuse, mais il reste encore du chemin à parcourir. Les tensions entre les populations kurdes et arabes perdurent pour diverses raisons qui remontent aux politiques de la « ceinture arabe» du régime Ba'as, et plus récemment, comme une réaction à ce que certain·e·s kurdes perçoivent comme la complicité de certains segments de la population arabe avec l'État islamique et lors de l'invasion turque actuelle. Beaucoup de Kurdes ont aussi bénéficié du remaniement du pouvoir au sein du système. Beaucoup d'entre elles et eux ont pris des positions de responsabilité et de direction, y compris certain·e·s qui sont venu·e·s d'autres régions du Kurdistan pour rejoindre la lutte contre l'EI et construire le système confédéral. La présence de Kurdes non-syrien·e·s qui prennent des positions de responsabilité – en particulier dans le domaine militaire – est perçue par certain·e·s des habitant·e·s comme une prise de pouvoir par des acteurs et actrices « non-syrien·ne·s ». Dans un sens plus positif, le travail est en cours afin de régler ce problème et faire en sorte que la population soit davantage inclu·e dans le système politique à travers l'engagement avec les conseils tribaux et les dirigeants des communautés arabes locales.

Une démocratie plus englobante

Malgré ces défis, cependant, le système politique a connu des succès notables. Premièrement, le niveau de vie général s'est amélioré. Du pain et du diesel subventionnés sont fournis par le biais du système communal à celles et ceux qui ne peuvent pas se permettre d'acheter ces biens de base. Aussi, les salaires de nombreuses professions ont augmenté. Par exemple, les salaires des enseignant·e·s des écoles de l'Administration autonome sont deux fois plus élevés que ceux des écoles publiques liées au régime. En outre, les élèves ont la possibilité d'apprendre dans leur langue maternelle, l'enseignement multilingue étant devenu un standard des écoles de l'Administration autonome. À l'exception des régions qui ont récemment connu de violents combats, la plupart des gens ont accès à suffisamment d'électricité et d'eau pour répondre aux besoins quotidiens de base, et des efforts de reconstruction sont en cours à Raqqa et à Deir-ez-Zor, frappées par la guerre. Les gens ont la possibilité d'ouvrir de petites entreprises et un nombre croissant de coopératives bénéficie d'un soutien institutionnel et financier. Ceci est compris comme un élément important de la démocratie – l'autonomisation sociale grâce à des formes

économiques démocratiques. À bien des égards, l'accès aux produits de base est meilleur que dans presque toutes les autres régions de la Syrie.

Deuxièmement, les structures tant politiques que militaires adoptent une approche largement humanitaire. Dans les zones sous contrôle du gouvernement syrien, ainsi que dans les zones sous le contrôle de l' « opposition » telles qu'Idlib, la violence, les disparitions, la torture et les exécutions sommaires sont systématiquement appliquées. Dans les zones du système confédéral de la Syrie du Nord et de l'Est, ces pratiques sont interdites. Il y a eu des cas de détention arbitraire et d'utilisation inappropriée de la force par les FDS et les Asayish, mais cela ne constitue en aucun cas un recours structurel à la violence pour opprimer et intimider les gens. Cette approche humanitaire s'étend même aux combattants de l'EI capturés par les FDS et à leurs familles, dont les FDS et l'Administration autonome sont responsables. A un moment où les gouvernements étrangers révoquent la citoyenneté des combattants capturés et que le gouvernement irakien met en œuvre une politique d'exécutions accélérées à travers des procédures judiciaires improvisées, les FDS et l'AASNE tentent de s'assurer que les personnes détenues ont au moins leurs besoins fondamentaux assurés et leur dignité respectée. En outre, il y a un effort coordonné avec les tribus et les familles ces individu·e·s pour mettre en œuvre des normes de réconciliation et de restauration qui prévoient le retour accompagné des détenu·e·s syrien·e·s dans leur communauté d'origine. Les FDS et l'AASNE ont également fait pression pour que les standards des procédures établies soient les plus élevés au niveau international. Bien que les FDS aient joué un rôle fondamental dans la lutte contre l'EI et jouissent donc d'un haut niveau de prestige et de respect au sein de la société locale, leur rhétorique et leur approche restent axées sur la légitime défense plutôt que sur le militarisme et le chauvinisme. Leur rôle est maîtrisé non seulement par une administration civile forte, mais aussi par la diversité de forces d'autodéfense civiles et professionnelles.

Enfin, il est important de noter que les personnes qui sont investies dans le nouveau système politique soutiennent qu'elles ne se satisfont non seulement des normes occidentales fondamentales de la démocratie, mais qu'elles construisent une compréhension plus profonde et englobante. L'inclusion de la société civile dans le système politique crée un contrepoids à l'accumulation de pouvoir au sein de l'AASNE et du Conseil démocratique syrien et nourrit un éventail dynamique et varié d'institutions et d'initiatives. Une large gamme de programmes de formation élèvent le niveau général d'éducation à tous les niveaux de la société. Dans une région où les femmes ont été privées de leurs droits et l'oppression est systémique, celles de la Syrie du Nord et de l'Est sont impliquées de manière fondamentale dans toutes les dimensions de la société et bénéficient d'un transfert de pouvoir concret à travers les institutions et les principes du système politique. Des personnes issues de divers horizons ethniques et religieux trouvent des moyens de surmonter les animosités et les inégalités historiques, et beaucoup exercent leurs droits culturels longtemps niés.

Alors que des mouvements pro-démocratie éclatent à nouveau au Moyen-Orient au Liban, en Irak et en Iran, et en réalité à travers le monde, comme au Chili, en France, en Catalogne et à Hong Kong, le système politique de la Syrie du Nord et de l'Est offre des leçons intéressantes. Il montre comment d'autres sociétés peuvent chercher à approfondir leur compréhension de la démocratie au-delà des systèmes superficiellement démocratiques qui laissent de larges couches de la société sans pouvoir et sans représentation. Il reste à discuter si le système politique de la Syrie du Nord et de l'Est est en mesure d'offrir un modèle de confédéralisme démocratique mondial, mais pour l'instant il est clair qu'il pose au moins la possibilité d'un système politique qui a tiré des leçons du passé et qui regarde vers l'avenir.



BIBLIOGRAPHIE

Amnesty International, Iran: Human rights abuses against the Kurdish minority, July 2008, https://www.amnesty.org/en/documents/MDE13/088/2008/en/.

Amnesty International, "Turkey must stop serious violations by allied groups and its own forces in Afrin," 2 August 2018, https://www.amnesty.org/en/latest/news/2018/08/syria-turkey-must-stop-serious-violations-by-allied-groups-and-its-own-forces-in-afrin/.

Arraf, Jane, "Revenge is for the weak: Kurdish Courts in Northeastern Syria take on ISIS cases," 29 May 2019, https://www.npr.org/2019/05/29/727511632/revenge-is-for-the-weak-kurdish-courts-in-northeastern-syria-take-on-isis-cases.

Ayboga, Ercan, "A trip to liberated Minbic in Northern Syria: from hell to paradise," 27 June 2017, https://www.opendemocracy.net/en/north-africa-west-asia/trip-to-liberated-minbic-in-northern-syria-from-hell-to-paradise/.

Baladi, Enab, "Turkicization or Turkification: Soft change in North Aleppo," 29 June 2019, https://english.enabbaladi.net/archives/2019/06/turkicization-or-turkification-soft-change-in-north-aleppo/.

Cafarella, Jennifer, Brandon Wallace and Jason Zhou, "ISIS's second comeback: assessing the next ISIS insurgency," 23 July 2019, http://www.understandingwar.org/report/isiss-second-comeback-assessing-next-isis-insurgency.

Human Rights Watch, "Group Denial: Repression of Kurdish Political and Cultural Rights in Syria," November 2009, https://www.hrw.org/sites/default/files/reports/syria1109webwcover_0.pdf.

Knapp, Michael, Anja Flach and Ercan Ayboga, *Revolution in Rojava,* (London: Pluto Press, 2016).

Kongreya Star Diplomatic Relations Committee, *Kongreya Star and its Committees*, 2018, http://eng.kongra-star.org/wp-content/uploads/2018/10/Kongreya-Star-2018-Brochure.pdf.

Rojava Information Center, Interview avec Abdul Kadir Muahed, coprésident du Bureau des Affaires Humanitaires de l'Administration autonome de la Syrie du Nord et de l'Est, Ain Issa, Octobre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Ahmed Suleiman, coprésident de la Commission des affaires sociales de la région d'Afrin, interview téléphonique, Mai 2019

Rojava Information Center, Interview avec le docteur Alan, responsable du Croissant Rouge Kurde pour la région d'Hasakah, camp Al Hol, Juin 2019

Rojava Information Center, Interview avec Boshra Ahmed,·coprésidente de la Maison des femmes du camp de réfugié·e·s d'Ain Issa, camp d'Ain Issa, Avril 2019

Rojava Information Center, Interview avec plusieurs membres du conseil irakien du camp de réfugié·e·s d'Al Hol, camp d'Al Hol, Juin 2019





Rojava Information Center, Interview avec Mahmud Karo, coprésident de la Commission des réfugié·e·s du Bureau des affaires sociales de la région de Jazira, Qamishlo, Août 2019

Rojava Information Center, Interview avec Selwa Ehmed Iccû, responsable de l'académie Abdulaziz Ereb du camp de réfugié·e·s d'Arishah, camp d' Arishah, Juin 2019

Rojava Information Center, Interview avec Adil Abdessalam Haj Mohamed, chef de la tribu Abu Sultan et coprésident du Bureau des relations extérieures de la région de Manbij, Manbij, Octobre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Adnan Afrin, commandant des Forces démocratiques syriennes, Baghouz, Mars 2019

Rojava Information Center, Interview avec Amin Saleh, coprésident adjoint de la Commission de l'intérieur de l'Administration autonome de la Syrie du Nord et de l'Est, Ain Issa, Octobre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Anjela Resho, membre du Croissant Rouge Kurde de Shehba, interview téléphonique, Mai 2019

Rojava Information Center, Interview avec Arin Khalil*, membre du Comité d'économie des femmes de Qamishlo, Qamishlo, Janvier 2019

Rojava Information Center, Interview avec Berivan Khaled, coprésidente du Conseil exécutif de l'Administration autonome de la Syrie du Nord et de l'Est, Ain Issa, Octobre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Ciwan Mella Ayub , coprésident du Conseil du peuple du district de Tel Tamer, Octobre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Dilber Bezhat Ali and Saheb Mohamed Osman, coprésident·e·s du Conseil du peuple du district de Derik, Avril 2019

Rojava Information Center, Interview avec Egid Sakhani, chef de la tribu Sakhani, Raqqa, Novembre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Erifa Bekir, coprésidente de la Commission des affaires sociales de la région d'Afrin, Shehba, Septembre 20196

Rojava Information Center, Interview avec Evin Siwed, Comité de coordination du Kongreya Star , Qamishlo, Août 2019

Rojava Information Center, Interview avec Faiz Hedar et 3 autres membres de l'Association turkmène de Manbij, Manbij, Octobre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Ferhan Daoud, coprésident du TEV-DEM Hasakah, Hasakah, Octobre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Gabriel Shamun, coprésident du Parti de l'union syriaque, Hasakah, Novembre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Hagop Artim Kashejian, membre du Bataillon arménien des Forces démocratiques syriennes, Til Goran, Avril 2019

Rojava Information Center, interview avec Hamida Umma Mohammed, Kongreya Star de la région d'Afrin, Shehba, Septembre 2019





Rojava Information Center, Interview avec Hamida Umma Mohammed, Kongreya Star de Shehba, Shehba, Septembre 2019

Rojava Information Center, interview avec Hassan Hassan, observateur des Droits Humains, Shehba, Septembre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Hediye Ahmed Abdallah, membre du Comité d'auto-défense du Conseil du peuple du district de Derik, Derik, Février 2019

Rojava Information Center, Interview avec Ilham Amare, Maison des femmes de Qamishlo, Qamishlo, Mai 2019

Rojava Information Center, Interview avec Ilham Omar, présidente du Bureau des femmes du Conseil démocratique syrien, Ain Issa, Octobre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Jawaher Brahim Osman, membre du Bureau de Qamishlo du Conseil démocratique syrien, Qamishlo, Septembre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Jihat Omar, coprésident du Bureau des relations extérieures du Conseil démocratique syrien, Ain Issa, Avril 2019

Rojava Information Center, Interview avec Joseph Lahdo, coprésident de la Commission des administrations locales de l'Administration autonome de la Syrie du Nord et de l'Est, Ain Issa, Octobre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Khawla Diab, coprésidente du PYD à Tel Tamer, Tel Tamer, Mars 2019

Rojava Information Center, Interview avec Kino Gabriel, porte-parole des Forces démocratiques syriennes et fondateur du Conseil militaire syriaque, Hasakah, Octobre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Madeleine Khamis, commandante des Gardes du Khabour, Tel Tamer, Octobre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Mahmud Turki Suhan, chef de la tribu Sabkha, Raqqa, Novembre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Mohamed Said, coprésident du PYD de Tel Tamer, Tel Tamer, Mars 2019

Rojava Information Center, interview avec Mohammed Arth, résident du camp Berxwedan et membre de commune, camp Berxwedan, Shehba, Septembre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Murad Khazma, membre de l'association circassienne de Manbij, Manbij, Octobre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Newroz Ahmed, commandante des Unités de défense des demmes (YPJ), interview téléphonique, Septembre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Oum Joseph,·membre du Conseil du peuple de Tel Abyad (Giré Spi) et membre actuelle du Bureau des relations extérieures du Conseil civil de la région de Raqqa, Novembre 2019

Rojava Information Center, Interview avec plusieurs coprésident·e·s des communes du quartier Tecnide de Derik, Derik, Avril 2019





Rojava Information Center, Interview avec plusieurs villageois·e·s du village de jarudi, Jarudi, Mai et juin 2019

Rojava Information Center, Interview avec Sherwan Beri, responsable en chef, Croissant Rouge Kurde, Qamishlo, Septembre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Shilan Aishe Khalaf, coprésidente de la Commission des affaires humanitaires d'Hasakah, Octobre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Sidar Hasan*, membre des Unités des femmes des Asayish de la ville de Tel Tamer, Tel Tamer, Octobre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Siham Qiriyo, Conseil des femmes syriaques, Hasakah, Novembre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Sozdar Ahmed, coprésidente du Bureau de l'eau du canton d'Hasakah, Hasakah, Novembre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Sueila Shamun, coprésidente du Conseil du peuple du district de Chil Akha, Chil Akha, Octobre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Taz Basha, membre du Bureau des femmes du TEV-DEM, Qamishlo, Septembre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Telal Hilal Alsibat, chef du clan Jubat de la tribu Werd, Raqqa, Novembre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Xelid Ehme, membre du Comité de réconciliation du district de Derik, Derik, Avril 2019

Rojava Information Center, Interview avec Zalixa Abdi and Meriem Al-Ibrahim, membres de la coordination de l'Administration des femmes de Raqqa, Raqqa, Décembre 2019

Rojava Information Center, Interview avec Zelal Jeger, coprésidente du TEV-DEM de la Syrie du Nord et de l'Est, Qamishlo, Avril 2019

Rojava Information Center, Interview avec Zozan Hussein, coprésidente du Conseil législatif de la région de Manbij, Manbij, Octobre 2019

Rojava Information Center, *Rojava: a Timeline,* accessed December 2019, https://rojavainformationcenter.com/background/rojava-timeline/

Schmidinger, Thomas. *The Battle for the Mountain of the Kurds: Self-Determination and Ethnic Cleansing in the Afrin Region of Rojava,* Oakland, 2019.

Schmidinger, Thomas. *Rojava: Revolution, War and the Future of the Kurds,* June 2018.

Selo, Lava, *Women's Rights in Rojava,* Heinrich Boll Foundation Middle East Office, *July 2018,* https://lb.boell.org/sites/default/files/women_rights_in_rojava-_english_-_online_paper.pdf.

Syrian Observatory for Human Rights, "One year since occupation... Turkish violations reflect Afrin's serious situation," 25 March 2019, http://www.syriahr.com/en/?p=121980.

Szuba, Jared, "Raqqa security deteriorates as US drawdown threatens northern Syria stability," 14 June 2019, https://thedefensepost.com/2019/06/14/raqqa-security-us-withdrawal/.



Tahrir Institute for Middle East Policy, *Syria's Women: Policies and Perspectives: Women in Local Security Forces*, 7 November 2017, https://timep.org/wp-content/uploads/2017/11/SyriasWomen-SecurityForces.pdf.

United Nations, Human Rights Council, *Report of the Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic, (*15 August 2019) A/HRC/42/51.

Weiss, Michael, "Why Syria's Kurds Will Determine the Fate of the Revolution," The New Republic, November 16, 2011, https://newrepublic.com/article/97493/syria-kurds-national-council.

** Les noms ont été changés à la demande des personnes interviewées*

Rojava Information Center, 19 Décembre 2019

www.rojavainformationcenter.com
press@rojavaic.com
Tel +963 996 827 521

